

REFLEX *ES*
Trimestriel antifasciste • 20 FF • été 1994 n°43

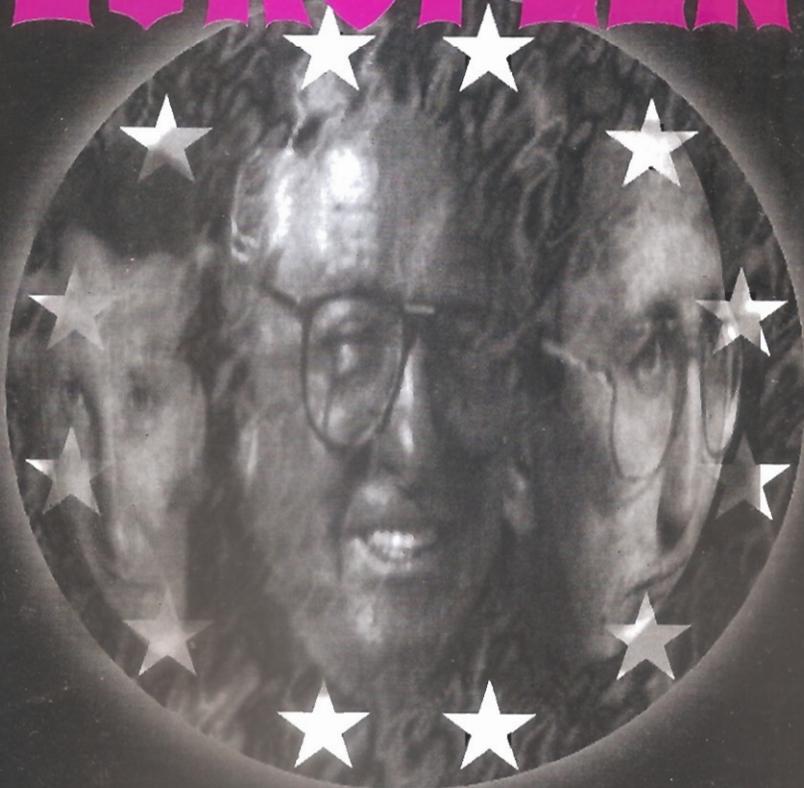
**TOUVIER à
PAPON :**
Tant qu'on
a la Santé !

**IMMIGRATION
APARTHEID
UNIVERSITAIRE**

**SÉCURITÉ
LE CIP
LAISSE
DES
MARQUES**

De Villiers, Le Pen, Fini...

**LE CAUCHEMAR
EUROPÉEN**



S P É C I A L **Europe** É L E C T I O N S

CEDADE • BNP • interview de NERO E NON SOLO

qu'est-ce que REFLEX

REFLEX est une association qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes. Dans ce cadre, nous élargissons nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'État français : prison, discrimination vis-à-vis des populations étrangères, contre les peuples en lutte (basque, corse, kanak, etc.). Notre lutte n'est pas simplement hexagonale et nous accordons une grande place à l'Europe. Notre choix de combattre sur ces terrains ne signifie pas que nous nous désintéressons des autres questions qui se posent dans notre société : Tiers-monde, environnement social, économique. Mais nous savons que nous ne pouvons répondre et agir sur tous les terrains à la fois. D'autres associations le font. Et nous souhaitons qu'elles se renforcent. A certains moments, des rencontres peuvent s'opérer et entraîner des discussions et des actions communes. Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de reconstruire des espaces autonomes et des contre-pouvoirs. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui, au-delà de l'antifascisme, pose les jalons d'une autre société. Depuis sept ans, nous avons travaillé avec le mouvement culturel alternatif, sans pour autant réduire nos contacts et nos actions à celui-ci. Mais il est vrai que, de par ses modes de fonctionnement, ses idées et ses pratiques, nous étions très proches.

Demain, nous continuerons ce travail en l'élargissant.

être membre de REFLEX

Notre association ne peut vivre que par ses adhérents. En effet, nous ne bénéficions d'aucune subvention et nous n'en demandons pas. Appartenir à REFLEX, c'est être d'accord avec ses objectifs et participer à la propagation des idées et des actions qui sont contenues dans le journal et dans l'association. C'est agir dans son quotidien, à l'intérieur d'associations, de collectifs, individuellement dans les lieux que nous fréquentons. C'est participer aux campagnes de solidarité, aux actions, aux manifestations, etc. C'est participer avec sa personnalité à l'action collective.

REFLEX n'a pas pour objectif de créer autour de lui une identité organisationnelle. C'est dans ce sens que nous travaillons avec les Scalps et avec d'autres groupes d'une façon non-concurrentielle. Pour nous, il s'agit de créer un mouvement qui repose sur l'entraide et la mise en commun de ses forces et de ses outils.

Fonder un groupe REFLEX, c'est donc renforcer son action (en tant qu'association, collectif, individu) par l'outil REFLEX qui existe maintenant depuis sept ans (information, documentation, actions, initiatives, campagnes de solidarité). C'est aussi reprendre les objectifs de l'association et les faire connaître. C'est participer aux initiatives nationales de l'association, en les reprenant dans son coin. C'est avoir du matériel à sa disposition. ■

A noter, pour suivre de plus près l'actualité de la vie des groupes appartenant au Réseau national antifasciste, la parution d'un nouveau mensuel, No Pasaran, qui, laissant à REFLEXes le soin d'analyses plus précises, essaye de faire circuler l'information pour permettre une mobilisation active sur les luttes en cours et à venir.

Pour tout courrier, écrire à **REFLEX**

OURS

REFLEXes est édité par le
réseau REFLEX

directeur de publication
B. Delmotte

dépot légal à parution
ISSN 0764 - 9339

commission paritaire
68 888

NOUVELLE ADRESSE!

REFLEX
21^{TER}, rue Voltaire
75011 Paris
Fax : 40 24 08 52

**COUPON
D'ABONNEMENT
AU JOURNAL
PAGE 26**

6 numéros : 100 francs
ajouter 20 francs pour
l'international et les
eurochèques

NO PASARAN!

edito

EXTREME DROITE

LE NOUVEAU CATALOGUE
DES 3 FAFS

PAGE 6

FN : L'ŒIL DE STRASBOURG

PAGE 11

LIVRET EUROPE

L'AUBERGE ESPAGNOLE

PAGE 13

LES FAUX FILS DE

STRASBOURG

RÉSULTATS DE L'EXTREME DROITE

AUX EUROPÉENNES

PAGE 16

ALLEMAGNE : LES FILS

DE RUDOLF BAISSENT

PAGE 18

ITALIE : INTERVIEW DE

NERO E NON SOLO

PAGE 20

SEARCHLIGHT

PAGE 22

Ils ont voté et puis après ?

Le moins que l'on puisse dire au regard des résultats des élections du 12 juin 1994 est que cela ne conjure en aucun cas les dangers qui assaillent l'Europe, et parmi ces dangers, le fascisme et la guerre en particulier.

Le fascisme ? La situation française montre à l'envie que les sociétés européennes sont mûres pour toutes les aventures, surtout les plus autoritaires, réactionnaires, nationalistes et racistes, pour peu qu'elles soient présentables, une particule dans le nom de famille du meneur faisant ainsi office d'assurance tous risques. On peut trouver bien des explications à cette dérive minable : perte des repères de classe, perte du désir de dignité, lâcheté... Mais elles ne servent à rien si elles ne fondent pas une lutte farouche anti-autoritaire dans les mois qui viennent.

La guerre ? Qui peut ignorer la remontée en flèche des impérialismes en Europe, et qui ne voit pas que le thème de la « construction européenne » cache de plus en plus mal le retour des vieux réflexes géopolitiques de chaque pays ? Le programme militaire français suffit à lui seul à révéler cet aspect des choses en indiquant clairement, avec le missile Hadès par exemple, l'outre-Rhin comme l'ennemi de demain.

Il y a 80 ans, Rosa Luxembourg écrivait du fond de sa cellule, dans une Allemagne en guerre : « souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse ; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment. »

Ces lignes sont plus que jamais valables pour décrire les démocraties libérales occidentales. Aussi, c'est à une véritable résistance dans toute l'Europe contre cette course à l'oppression sous toutes ses formes qu'il nous faut appeler.

Stoppons-les avant qu'il ne soit trop tard !

IMMIGRATION

UV PRÉFECTURE

SPÉCIAL ÉTUDIANT ÉTRANGER

PAGE 4

« OBJECTIF :

IMMIGRATION ZÉRO »

PAGE 11

SÉCURITÉ

PAULO PERSECUTÉ

PAR LES LOIS FASCISTISSIME

PAGE 25

RÉPRESSION : CIPEU !

PAGE 27

SÉCURITÉ ET ORDRE SOCIAL

(SUITE)

PAGE 29

RUBRIQUES

MÉMOIRE

COMPTE-RENDU

DU PROCES TOUVIER

NOTES DE LECTURE

• SUR LA NOUVELLE DROITE

• INSIDE RACIST EUROPE

• RACISME ET XÉNOPHOBIE

EN EUROPE

UV PRÉFECTURE

spécial étudiant étranger

La France se ferme. Occupée à construire son Europe blanche et commerciale, elle ferme ses portes à tous ceux qui viennent d'un peu plus loin, qui sont un peu plus pauvres ! L'État français raciste et xénophobe ne cesse depuis 15 ans d'affiner ses textes de loi sur l'immigration dans le but d'empêcher tout flux vers la France, et aussi de raidir les conditions de séjour des étrangers et de les pousser «à la faute» pour les criminaliser, les rendre clandestins et finalement les expulser.

C'est la logique du bouc émissaire, le rejet des immigrés est un palliatif aux problèmes économiques de la France, plus palpables, plus faciles à haïr et à réprimer. Cette logique a été instrumentalisée par les gouvernements de droite et de gauche des quinze dernières années, puis elle a été dépassée par une autre logique, plus raciste encore ; c'est celle de la préférence nationale et du développement séparé entre nationaux et immigrés, logique défendue et propagée par les intellectuels de la Nouvelle Droite.

Nous devons pousser l'administration à s'engager à défendre ses étudiants, s'il le faut en enfreignant les lois qu'elle a laissé passer

Depuis trois ans les mesures restrictives dans le cadre de Schengen (qui n'est pas près de voir le jour d'ailleurs) ont encore accentué l'arsenal judiciaire à l'encontre des immigrés : cela a donné lieu à la réforme du droit d'asile, et dans la foulée au nouveau code de la nationalité, au nouveau code pénal et donc à l'élargissement des cas susceptibles d'être touchés par la double peine, de multiples atteintes au droit à une vie familiale, etc. les lois Pasqua ne faisant que légiférer des pratiques administratives racistes existant déjà pendant les gouvernements PS, mais qui sont maintenant inattaquables juridiquement, car institutionnalisées par des lois.

Les étrangers venant étudier en France n'ont pas été épargnés par cet ensemble de restrictions ; ces dernières années, le nombre des étrangers admis à venir étudier en France a baissé, des visas de long séjour des pays d'origine sont maintenant systématiquement demandés pour une préinscription, et les étudiants déjà en France se sont vus soumis à un contrôle permanent de la police sur leurs études et leur vie. L'ordonnance du 2 novembre 1945, texte de base

de la constitution française relative à l'admission et au séjour des étrangers en France, a été remise en cause dans ses formes les plus souples, au profit de textes soupçonneux et autoritaires, qui font des étrangers des suspects dont il s'agit de pouvoir vérifier à tout moment la bonne conduite et l'absence de tentation de travailler et de vivre en dehors des études. Par exemple, pour se marier avec un(e) Français(e), il vaut encore mieux être travailleur qu'étudiant, sinon pour cause de formalités administratives et de volonté de réfréner les «mariages blancs» vous risquez d'attendre

longtemps !

Les étudiants étrangers sont aujourd'hui soumis à la circulaire interministérielle de 1985 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étudiants étrangers en France, et à la circulaire Sauvé-Marchand d'octobre 1991 qui enjoint les préfets à déceler les

étudiants faisant preuve de manque de sérieux et dont les études ne seraient donc pas réelles, ceci selon des critères arbitrairement décidés par les préfets (parfaitement qualifiés en pédagogie comme chacun sait...) À partir de ces deux textes, les préfectures arrivent à rendre la vie infernale à des gens qui ont souvent d'autres problèmes, en les convoquant pour qu'ils amènent les preuves de leur sérieux, et en les inquiétant de préférence juste avant les examens, pour les mettre en condition.

La circulaire Sauvé-Marchand (votée sous gouvernement PS) est propre à faire hurler ; selon les préfectures et les humeurs des fonctionnaires de la police (puisqu'il y a le libre choix des critères de réalité des études leur est laissé), les étudiants n'ont pas le droit de redoubler, de changer de filière, certaines leur étant interdites car ne rentrant pas dans le cadre prévu par la loi, même si elles sont enseignées dans des universités.

Ce fut le cas à Lille au mois d'avril où une dizaine d'étudiants étrangers ont été menacés d'expulsion car la filière dans laquelle ils étudiaient a soudain été rayée des fichiers de la préfecture, ainsi ils ne rentraient pas dans le cadre de la loi, et donc la préfecture leur a envoyé des invitations à quitter la France (IQF). C'est une lettre de la préfecture, qui annonce la décision de ne pas renouveler la carte de séjour, et l'ordre de quitter le territoire dans un délai d'un mois, il est alors temps pour les recours, mais la loi est bien ficelée et les recours sont maintenant rarement un rempart définitif aux



ennuis juridiques de l'étudiant étranger.

Heureusement, ceci n'est pas passé inaperçu, puisqu'une lutte politique a aussitôt été entreprise par des militants de la fac de Lille, qui ont obtenu la promesse du président de l'université qu'ils soient réinscrits. Sur les conditions d'entrée et de séjour, les préfetures ont accentué les pressions autour de l'étudiant étranger : la police se permet maintenant de demander les relevés bancaires en plus de l'attestation de ressources habituelle, les cautionneurs de l'étudiant étranger (les logeurs par exemple, ou les amis qui se portent caution) sont intimidés par la police qui fait des tentatives de dissuasion en menaçant de placer l'étudiant dans une situation irrégulière et donc criminelle, et en convoquant les garants pour les prévenir des risques d'héberger un clandestin !

De même, des associations d'assistance juridique aux étrangers ont été menacées par la police, puisque l'aide au séjour irrégulier est un délit, et puisque maintenant grâce au nouveau code pénal on peut poursuivre des associations !

Ces tentatives d'intimidation ne peuvent et ne doivent que nous conforter dans l'idée qu'il est primordial de défendre et d'être solidaires avec les étrangers.

La logique de préférence nationale dans laquelle s'est engagée l'université émane de la volonté du ministère de l'Intérieur d'isoler, de contrôler et enfin de criminaliser les étrangers. Dans sa démarche, il n'a pas hésité à se placer au-dessus des instances pédagogiques de l'université et donc du ministère de l'Enseignement supérieur, puisque pour contrôler la réalité des études, il ne demande pas à l'université de collaborer en émettant un avis ; il s'octroie le pouvoir absolu de décision et l'université est juste invitée à ne pas faire trop de bruit autour de cette affaire. Apparemment, on ne lui a pas demandé son avis, ou en tous cas elle refuse d'assumer et cette subordination à la police et la décision de se battre pour garder le contrôle de son navire, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas en son sein de discriminations entre les étudiants : un régime relativement tranquille pour les Français et les étudiants communautaires, et l'obligation d'un parcours sans faute pour les autres, les extra-communautaires.

Nous devons la pousser tous les jours à s'engager à défendre ses étudiants, s'il le faut en enfreignant les lois qu'elle a laissés passer. Il nous semble important de mettre en œuvre les forces « progressistes » sur les facultés afin de créer des pôles de résistance et de solidarité avec ces étudiants dont le quotidien est difficile, qui sont soumis à un manque d'information et de soutien. Il y a plusieurs axes dans la lutte pour la solidarité avec les étudiants étrangers.

Sur un plan individuel, au « cas par cas », c'est le boulot « syndical » des comités de défense des étudiants étrangers : renseigner par des permanences juridiques ou d'information les étudiants étrangers sur les lois ou circulaires auxquelles ils sont confrontés, être capables de déchiffrer le fond des lettres

de la préfecture et éventuellement de trouver et rédiger le recours approprié (bien qu'on ait vu que ceux-ci sont maintenant inefficaces puisque la législation est bouclée). Puis accompagner les personnes convoquées à la préfecture en fin d'IQF pour éviter qu'elles ne se fassent expulser sans autre façon (ça se produit !), aller démarcher auprès des profs et des présidents d'UFR pour obtenir un soutien : bref, mener une lutte politique au cas par cas.

Mais tous les cas d'étudiants menacés ne se résoudre pas ainsi : il faut attaquer la logique même, qui est celle de la préférence nationale, pour rappeler que l'égalité entre Français et étrangers, au niveau des études comme à tous les niveaux de la vie quotidienne, doit être effective et respectée.

Par les syndicalistes élus dans les conseils centraux des facultés, il est intéressant de faire passer dans chaque conseil de chaque université des motions refusant les dis-

tématiques.

- Nous devons lutter tous les jours par des moyens d'information auprès des étudiants et des moyens de pression vis-à-vis de l'administration pour que l'administration universitaire arrête de se subordonner à l'administration policière, et pour que la circulaire Sauvé-Marchand soit remise en cause.

- Nous devons empêcher qu'un titre de séjour soit demandé pour l'inscription en faculté, ce qui renvoie l'étudiant à la préfecture, et combattre toute logique de collaboration entre certaines universités et les préfetures, comme la création « d'antennes de police » sur certaines facultés, spécialement chargées du contact avec les étudiants étrangers (collecte des dossiers).

- Nous devons aussi nous battre contre l'épuration des universités françaises, contre



criminations entre étudiants français et étudiants étrangers, et si possible condamnant directement la circulaire Sauvé-Marchand.

Mais la défense globale des étudiants étrangers ne sera effective que lorsque nous aurons établi un rapport de forces avec les administrations de nos facultés, que nous devons pousser à rejeter la circulaire Sauvé-Marchand et par ses prises de position (motions dans les conseils, lettres de soutien aux étudiants étrangers signées par les profs) et par ses actes vis-à-vis de la préfecture de police, par exemple qu'elle refuse de délivrer des certificats d'assiduité à la préfecture, ou qu'elle rejette l'installation d'antennes de police dans ses murs, qui ne sont mises en place que pour le contrôle des étudiants étrangers !

- Nous devons exiger que la carte d'étudiant entraîne automatiquement la carte de séjour, c'est-à-dire que l'inscription en faculté donne droit à la carte de séjour de façon sys-

toute logique de préférence nationale.

N'oublions pas que pour réussir à parvenir à la remise en question de cette circulaire et pour inverser le processus de contrôle permanent et de suspicion à l'égard des étudiants étrangers, nous ne serons pas assez forts tous seuls. Il me semble donc primordial, localement, de prendre des contacts avec les syndicats de profs et de IATOSS pour les informer du travail du comité de défense des étudiants étrangers et leur demander leur soutien ponctuel, afin de pallier à d'éventuelles mauvaises surprises.

Quant aux syndicats étudiants, s'ils ne veulent pas prendre leurs responsabilités par rapport aux étudiants étrangers aujourd'hui, il y a fort à parier que si la remise en question se fortifie, ils apparaissent rapidement. Il sera alors de bon ton de les inviter à se mobiliser eux aussi sur la question, mais sur le contenu politique de la plate-forme du CDEE. ■

Le nouveau catalogue DES TROIS FAFS

Les différentes poursuites entamées par les services des ministères de la Justice et de l'Intérieur contre l'extrême droite ont entraîné un certain nombre de modifications de la part des militants d'extrême droite. La principale cible de Pasqua et de son conseiller spécial sur le racisme, Patrick Gaubert, est la nébuleuse négationniste et ses ramifications néo-nazies.

À u centre de la cible, les entreprises de Jean-Dominique Larrieu, un expert de la vente par correspondance et de l'édition néo-nazie (OGMIOS, AVALLON, MERCURE-DIFFUSION, CENS... voir REFLEX n°41, hiver 1994 p. 8) : à la suite de nombreuses poursuites, il semblait fin 1993 que la nébuleuse Larrieu était désorganisée. La librairie Ogmios fermait, deux ouvrages édités par Larrieu and Cie étaient poursuivis : *Touvier : Non lieu pour Paul Touvier*, et la bande dessinée de Chard qui travaille entre autres pour *Présent*, intitulée *Profanation*. Pour les négationnistes, les poursuites sont relativement anciennes, les revues *Annales d'Histoire Révisionniste* et *Revue d'Histoire Révisionniste* ont été interdites à la vente. Mais loin d'arrêter la diffusion des idées néo-nazies et négationnistes, ces poursuites ont entraîné une réorganisation de leurs

entreprises. D'abord, Jean-Dominique Larrieu a rouvert une librairie dans le centre de Paris, librairie judicieusement appelée La Librairie, lui permettant ainsi de brouiller les pistes. Il publie une nouvelle revue : *La revue d'Histoire non conformiste* à l'intitulé assez vague et grand public qui veut aider le lecteur à «faire la part de la vérité et du mensonge», à aider les «enfants à surmonter la démission des enseignants», à informer «le dessous des cartes». Mais en fait, la revue est essentiellement consacrée à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et à l'actualité du révisionnisme : le premier numéro porte sur l'opération Barbarossa (l'attaque de la Russie par l'Allemagne) sur Hitler et les musulmans. Dans le deuxième numéro, la vocation s'affirme avec la traduction d'un article de la revue révisionniste américaine *The Journal of Historical Review*, par de nombreux articles consacrés

au livre du révisionniste repentini Jean-Claude Pressac *Les Crématoires d'Auschwitz* : «Les crématoires d'Auschwitz» par André Chelain et «l'Histoire de la nuit du brouillard» par le révisionniste français Serge Thion. Comme la loi sur la négation du génocide est assez contraignante, ils multiplient les avertissements (voir document 1) ou l'autocensure (document 2 *Revue d'Histoire non conformiste* n°2 p. 277). Les documents plus explicites, Larrieu les réserve à ses abonnés à qui il «offre» des brochures sur *Le IIIe Reich et le sionisme* de Mark Weber, ou le *Rapport technique sur les Chambres à Gaz* de Fred Leuchter (la bible des négationnistes). Mais Larrieu fait bénéficier d'autres organisations de sa logistique. Nous avons rappelé dans

les numéros précédents l'aide que Larrieu avait apporté au Parti nationaliste français et européen et les liens personnels qui liait Larrieu à l'ancien Gauleiter du PNFE dans le Nord (Jean-Claude Beaussard) ou à l'ancien trésorier du même parti, Marc Nicoud. Mais aujourd'hui les ponts semblent totalement coupés avec le PNFE.

Par contre, Larrieu a établi des rapports étroits avec le journal *Pas de Panique à Bord* qui a développé un secteur de vente par correspondance afin de s'assurer des rentrées financières supplémentaires. On y trouve les romans de Philippe Randa, directeur de la rédaction de *Pas de Panique à Bord*, les albums de la dessinatrice Chard (dont *Profanation*), mais aussi un certain nombre de classiques de la Nouvelle Droite comme *Le fascisme vu de droite* d'Evola, ou de documents extrémistes comme *Non-lieu pour Paul Touvier*, *La Russophobie* d'Igor Chafarevitch, ou les souvenirs de Pierre Rusco, ancien de la LVF et de la division Charlemagne, intitulé *Stoï*. Pour les nostalgiques analphabètes, *Pas de Panique à Bord* met à la disposition de ses lecteurs des cassettes vidéo qui, sous le couvert «d'Archives exceptionnelles de la deuxième guerre mondiale» présentent des vidéos sur la Waffen SS, la Luftwaffe, Hitler... La revue présente ces documents précédés de l'avertissement suivant : «Une série de documents - aux commentaires malheureusement parfois terriblement orientés en faveur des vainqueurs -»¹ Sûrement orientés plus favorablement en faveur des vaincus, on trouve *Léon Degrelle, autoportrait d'un fasciste*, ou les discours de Pétain *1941 : visite de la France*. Cette revue diffusée en kiosque met à la disposition du plus grand nombre une librairie d'extrême droite des plus extrémistes. De plus, le comptoir de vente de *Pas de Panique à Bord*, c'est Mercure Diffusion, une des sociétés de Jean-Dominique Larrieu qui participe au conglomérat CENS, Communauté d'Entreprise Noiroit Surôit².

Encore plus extrémiste et explicite, on trouve la Société européenne de Distribution Cornillcau & Cie, qui a été créée fin octobre 1993 et qui a pour objet «la création, la fabrication, l'impression, l'importation, la distribution, la vente, directe ou par correspondance, de tous articles d'habillement, de joaillerie, de bijouterie, d'articles en textile, de trophées, médailles, insignes en tous genres, d'objets publicitaires, dans

La S.E.D.C. & Cie est heureuse de vous présenter une première sélection d'articles que vous recherchez depuis longtemps

HITLER POUR MILLE ANS * Prix 170,00
par Léon Degrelle 140,00

En souscription jusqu'au 31 mai 1994

Cet ouvrage étant devenu introuvable, nous avons le plaisir de vous le proposer dans

Casquette européenne - 3 tailles : Grande (G) Moyenne (M) Petite (P) *
(L'antidote aux casquettes météorologiques du genre nègre du Bronx. Ne va bien qu'aux têtes de type européen. Très belle qualité. S'orne, sur le devant ou sur les côtés, de l'une de nos nombreuses épinglettes.)



ÉPINGLETTES - Pendentifs - Couteaux

Catégorie A



document 2

REVUE D'HISTOIRE NON CONFORMISTE - N°2

Avertissement : conformément à la loi dite Fabius-Gayssot du 13 juillet 1990 restreignant la liberté d'opinion et d'expression, l'édition en vente sur le territoire français de cette revue ne contient aucun texte mettant en doute un ou plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils ont été constatés par le tribunal militaire international de Nuremberg.

Nous rappelons toutefois aux censeurs vigilants et autres gardiens sourcilieux du dogme que la loi n'interdit pas les doutes et les interrogations sur la réalité matérielle de tel ou tel point particulier comme le fait, par exemple, Jean-Claude Pressac dans l'ouvrage *Les Crématoires d'Auschwitz* (CNRS Editions, 1993).

Pressac arrive au chiffre de 630 000 victimes des gazages. Les millions de morts d'Auschwitz ne sont plus des millions. Depuis quelques années, les Polonais ont baissé leurs chiffres. Hilberg a baissé ses chiffres. Bédarida a baissé ses chiffres. Pressac les baisse encore. A vrai dire, comment et de tel ou tel point particulier comme le fait, par exemple, Jean-Claude Pressac dans l'ouvrage *Les Crématoires d'Auschwitz* (CNRS Editions, 1993). Sait-on quelque

Censuré, loi Fabius Gayssot du 13 juillet 1990.

document 1

d'articles de coutellerie, d'armes et accessoires de chasse et de sport, de cassettes audio et vidéo...». En fait, le point commun de ces objets est d'être décorés de croix celtiques ou de croix gammées (voir document 3). À la tête de cette SARL de 50 000 francs, on trouve Claude Cornilleau, gérant et actionnaire principal (30% des parts), sa femme (20% des parts) et un de ses fidèles Jacky Delvaille, (il était déjà de SCI La Renaissance) qui possède le siège du PNFE à Cabariot dans les Charentes-Maritimes³, (20% des parts) et contrôle une grande partie de la SARL. Malheureusement pour Cornilleau, Michel Faci, qui a été exclu du PNFE récemment⁴, est aussi actionnaire de la société SEDC & Cie.

Encore une possibilité de procès en vue. ■

1 Souligné par Pas de panique à Bord.

2 REFLEXes n°41, hiver 1993, p. 8.

3 REFLEXes n°42, printemps 1994, p. 7.

4 Ibid. pp. 6-7.

Le courrier du Cœur

Bruxelles, le 3 mai 1994

Messieurs,

[...] Je n'ai jamais adhéré au GRECE-Belgique mais j'ai participé à ses activités à partir de 1975, année de parution de son bulletin Renaissance européenne. Ensuite, de 1976 à 1979, je me suis retiré de toute activité pour me consacrer à mes études linguistiques. En 1980, j'ai publié de mon propre chef mais sous les auspices du GRECE-Belgique, un numéro hors série d'orientations, consacré à la géopolitique. J'ai également animé, le 31 octobre 1980, une soirée consacrée à cette discipline avec Monsieur Charles Bressolles, alors animateur du GRECE à Paris. Le texte principal de cette brochure consacrée à la géopolitique consistait en un travail universitaire, dans le cadre de la formation diplomatique que reçoivent les traducteurs et les interprètes en Belgique. J'ai été membre du GRECE de septembre 1980 à décembre 1981. En mars 1981, je deviens secrétaire de rédaction de Nouvelle École et non pas secrétaire personnel d'Alain de Benoist. Je quitte cette fonction et renonce à ma qualité de membre du GRECE en décembre 1981. En janvier 1982, je sors le premier numéro d'orientations (nouvelle série). En novembre 1983 sort le premier numéro de Vouloir. De 1982 à 1986, je n'ai plus guère eu de relations avec le GRECE, si ce n'est une relation épistolaire avec Guillaume Faye. En 1986, quand Faye rue dans les brancards, la direction du GRECE me demande de prononcer un discours lors du colloque annuel de novembre. Comme je refuse de participer à la condamnation de Faye (au GRECE, on prend régulièrement un «boute-émissaire» que l'on charge de tous les péchés et que l'on injurie rituellement), on ne me donne plus signe de vie de fin 86 à fin 89; on fait d'orateurs à la suite des querelles internes et des exclusions mutuelles, on me redemande de prendre part au colloque. Ce que je fais [sic !]. De 89 à l'été 92, je redeviens animateur du GRECE mais sans renouveler mon adhésion, n'attendant pas que l'un de mes collaborateurs ait, à son tour, du jouer le rôle du boute-émissaire. Je participe aux universités d'été de 90 (Géopolitique), 91 (Histoire de la pensée économique & La pensée écologique de Erich-Georg Jung) et 92 (Les fondements de la Nouvelle Droite + animation du groupe germanophone) et au colloque de novembre 91. A partir du printemps 92, Alain de Benoist semble me prendre en grippe, sans motiver ses raisons. A la suite du voyage à Moscou, Ayatollah de la «Nouvelle Droite» se montre d'une grossièreté délibérée, m'agresse, m'insulte, me glapit une heure durant des injures au téléphone. [...] j'ai compris quel rôle je devais jouer, celui du nouveau boute-émissaire. Avant que ne commencent les discus-

AVERTISSEMENT

Nous avons choisi de publier les précisions suivantes pour satisfaire les taxidermistes de l'extrême droite qui nous lisent parfois.

sions, Alain de Benoist émet le désir de formuler «quelques remarques préliminaires»; aussitôt, il ouvre le feu, m'accusant des pires crimes, éruciant comme un beau diable, en croyant sans doute que j'ai dans ma coupe devant sa «sainte colère». J'ai ri (terrible péché !) à gorge déployée, faisant s'affaïsser brutalement [sic !] les zygomatiques tendus de courroux du «Pape» greciste. Il s'est alors retourné contre son fidèle Jacques Marlaud, puis contre tous les autres participants à cette vénérable assemblée. Les choses en sont restées là et, après la soirée «rouge-brune» d'Éléments (19 mai), où j'ai essuyé une nouvelle fois les injures du «pontife», c'est Arnaud Hautbois qui a servi de bouc-émissaire, de souffre-douleur. En août, lors de l'université d'été du GRECE, Alain de Benoist et son factotum Xavier Marchand ont fait montre d'une telle goujaerie, que je les ai laissés en plan, leur abandonnant le groupe germanophone. Leur agressivité était délibérée, préparée d'avance mais renforcée par le fait que, dans mon exposé, j'avais démontré que la ND n'avait aucune originalité conceptuelle et qu'elle était une résultante appauvrie du romantisme méthodologique (mis en exercice par le Prof. Gustafson à Strasbourg), de la philosophie de la vie, de Nietzsche et de Simmel, de la nouvelle vision du monde induite par la physique quantique et de l'existentialisme littéraire, né dans les années 20 de notre siècle. Il est évident que, dans cette optique, Alain de Benoist ne constituait ni le point final de l'idéologie «révolutionnaire-conservatrice», ni le «Christ» de la droite ni la cerise confite couronnant le babaorum [sic !] néo-droite. Au colloque de décembre 92, la rupture était définitivement consommée, d'autant plus qu'en tant que citoyen belge, je ne pouvais accepter sans protester la présence sur la tribune de Mr. Jeanet, alias «Philippe de Saint-Robert». Désormais, le représentant de la «Nouvelle Droite» en Belgique est Monsieur Luk Pauwels, qui lui aussi avait protesté contre la présence de Jeanet. Je vous prie donc de ne plus me considérer comme le représentant de la «Nouvelle Droite» en Belgique et de respecter la décision du GRECE dans ce sens. De toute façon, je n'ai jamais avalisé le terme de «Nouvelle Droite». [...]

Robert Steuckers

Robert Steuckers

7

TOUVIER

TOTAL
RECALLVoyage au centre
de la mémoire

Le jugement de Touvier devait prêter à controverse, au lieu de cela il a uniquement décrit la banalité d'un homme qui a commis de nombreux crimes et qui a passé quarante ans à fuir la justice. Il a démontré l'impuissance d'un pays à en finir avec son passé ainsi que les complicités de l'establishment pour cacher la vérité sur le gouvernement de Vichy, provisoirement dévoilée à l'opinion publique.

Bien que la justice ait enfin été rendue, elle le fut à un immense prix, celui des nombreuses victimes de Touvier, de la dignité de la France et des questions en suspens qui restent sans réponse.

Le procès de Touvier a duré cinq semaines : il fut souvent ennuyeux, ponctué de temps en temps par une révélation importante ou par le bel esprit de l'un des avocats, et répondit rarement aux attentes.

Trente-huit avocats à charge, dirigés par le procureur d'état aristocratique Hubert de Touzalin, qui parla peu mais sur le ton tranchant d'une lame de rasoir effilée, ont affronté Touvier. Les avocats civils représentant les familles des victimes de Touvier, et les organisations antiracistes, juives et des droits de l'homme, qui se sont durement battues pendant ce procès, représentaient les autres parties. La défense apparut pathétiquement creuse en comparaison, juste trois avocats, dirigée par Jacques Trémolet de Villers, qui se mettait en colère lorsqu'il perdait les débats. Touvier a fait face à un seul chef d'accusation : le 29 juin 1944, il a donné l'ordre de tuer sept Juifs au village de Rillieux-la-Pape, en représailles à l'assassinat de Philippe Henriot, le ministre de

gnages à endurer, étant donné les précédentes complications légales, les paramètres de discussion concernant les relations entre Vichy et l'Allemagne nazie devaient être sévèrement limités.

Ainsi, les poursuites judiciaires devaient prouver que Touvier avait commis des crimes contre l'humanité en ordonnant comme représailles le massacre de Juifs simplement parce qu'ils étaient juifs, et qu'il avait aussi agi par ordre des Allemands ; pour les besoins de ce procès, les arguments légaux montrant que Vichy avait sa propre politique antisémite comparable à celle des nazis n'ont pas été rajoutés à l'accusation.

«Je ne me souviens plus... Je ne sais rien... Je ne peux pas m'en rappeler... Je ne sais pas...»

La défense n'a pas nié que Touvier avait ordonné les assassinats, elle a seulement soutenu que ce qu'avait fait Touvier était un crime de guerre, et que par conséquent il ne pouvait plus être accusé, il y avait prescription. En effet, Trémolet a eu le culot de commencer son discours d'ouverture en affirmant : «Mon client est irréprochable.» Touvier était assis dans une cabine de verre à l'épreuve des balles, comparable à celle du procès de Eichmann. Maigre et faible, revêtu d'une veste de tweed et d'une chemise écarlate délavée, il semblait être littéralement trempé par le sang de ses victimes. Sa tenue fut la même pendant toute

Compte-rendu du procès

«L'audience est ouverte. Accusé levez-vous.»

Le juge Henri Boulard a comencé sur ces mots le procès de Paul Touvier, collaborateur nazi, proxénète, pillard, sadique, antisémite et criminel français contre l'humanité.

l'Information sous Vichy, tué par la Résistance. Dans ce procès légalement complexe, toutes les autres charges non résolues ont été mises de côté, y compris le meurtre de Victor Basch, vieil avocat juif et ancienne chaire de la Ligue des Droits de l'Homme, car une récente cour avait arrêté que même si les meurtres de Rillieux n'étaient pas les seuls pour lesquels il y avait suffisamment de témoi-

la durée de l'audition. Quand il parlait, sa voix était souvent faible et à peine audible. Il restait immobile, tel un lézard sur un caillou. Au fur et à mesure que le procès avançait, les détails du passé de Touvier surgissaient, papillotants, à la lumière du jour. Né en 1914, il a été élevé dans une famille catholique traditionnelle à Chambéry, qui avait des liens avec l'Action française. Quand la guerre éclata, Touvier s'engagea dans la Légion française des Combattants, commandée par le Maréchal Pétain, et il prit la tête de sa section locale à Chambéry. Ainsi, il offrit ses services à l'État de Vichy. En 1941, Touvier rejoignit le Service d'Ordre Légionnaire (SOL), un groupe politique d'élite qui devint plus tard la Milice. Le SOL était décrit comme étant une organisation «nationale-socialiste». Le dirigeant était Joseph Darnand et il fut plus tard chef de la Milice. Les membres étaient recrutés dans la Légion française des Combattants, portaient un uniforme et devaient faire un serment personnel à Pétain. L'idéologie du SOL était basée sur 21 serments : ils étaient contre la démocratie, l'anarchie, le capitalisme et le prolétariat. Ils étaient pour le catholicisme, l'autorité, le mérite et la discipline. Leurs ennemis étaient les gaullistes, les bolcheviques et les francs-maçons. Le vingtième serment affirmait : «Contre la lèpre juive, pour la pureté française». Au tribunal, Touvier dénia qu'il fût antisémite et

commenta ainsi ce serment : «C'était juste des mots...»

Quand la Milice fut formée en 1943 à partir du SOL, elle prit les 21 mêmes serments. La Milice était effectivement «un groupe privé reconnu en tant que constitution d'un service public» au nom du gouvernement de Vichy. Les recrues avaient cinq conditions à remplir pour la rejoindre : ils devaient être nés français, être non juifs, ne pas avoir un membre de leur famille dans des organisations secrètes comme les francs-maçons, leur engagement devait être volontaire et ils devaient être acceptés par le chef départemental. La Milice était séparée en quatre

divisions, chacune étant chargée d'une fonction différente.

Touvier était dans la deuxième division qui était chargée du dépistage et de la dénonciation des Juifs, des communistes et des résistants. Sous l'Occupation, la Milice devint la subordonnée des nazis, les miliciens étaient obligés de faire le serment SS de loyauté envers Hitler pour être pleinement installés dans leurs fonctions. Touvier affirma qu'il était seulement «patriote» et qu'il avait été «anti-allemand». Il nia que la Milice était semblable à la Gestapo. Il dit aussi qu'il ne savait rien à propos des Juifs qui étaient forcés de porter l'étoile jaune ni de l'infâme «Statut des Juifs», ni de la loi pétainiste passée en 1940 qui interdisait aux Juifs d'exercer certains métiers et les forçait à céder leurs biens : «Cela m'a échappé... je ne le savais pas».

À ce propos, la mémoire de Touvier, jusqu'à intacte sur les souvenirs de sa vie récente, commença à lui faire sérieusement défaut. Il niait uniformément être antisémite, revendiquait qu'il ne savait rien des activités SS en France ou des vues de Pétain sur les Juifs. «Nous n'avions aucun moyen d'obtenir ces informations. Il n'y avait pas de télévision à cette époque. Je ne savais rien.» Les plaignants ont accusé Touvier de souffrir «d'amnésie sélective». Il a refusé de donner plus de détails sur ses activités dans la Milice, et il a souvent refusé de répondre aux questions, répétant régulièrement les phrases : «Je ne me souviens plus... Je ne sais rien... Je ne peux pas m'en rappeler... Je ne sais pas...». Quand on lui demandait comment il avait réussi à remplir ses devoirs envers Pétain s'il ignorait les objectifs et les lois du Maréchal, il répondait faiblement : «Je lui faisais confiance.»

Touvier fut rapidement promu chef des services de renseignements de la branche lyonnaise de la Milice où il eut des contacts réguliers avec les dirigeants de Vichy et avec le nazi allemand Klaus Barbie, ce qu'il nia à la cour, déclarant qu'il n'avait jamais entendu parler de Barbie à cette époque, une déclaration qui fut rapidement démentie quand un compte-rendu fait sur Barbie après sa condamnation par une cour française montra qu'ils s'étaient régulièrement rencontrés. Une bonne partie des activités de la Milice se déroula dans une série de bâtiments réquisitionnés à Lyon. L'un de ces immeubles était utilisé comme prison et comme chambre de tortures. La cour révéla qu'un équipement électrique fut utilisé pour administrer des décharges sur les parties génitales des prisonniers. Plusieurs anciens miliciens ont livré sous serment des dépositions après la guerre, affirmant que Touvier avait abattu des personnes et qu'il avait été impliqué dans les interrogatoires violents de prétendus trafiquants du marché noir.

Touvier a pillé des appartements juifs de leurs meubles d'époque pour son profit personnel et une fois, il est allé dans un appartement occupé par une femme juive, et il l'a forcée à se déshabiller sous la menace d'un pistolet pour son divertissement. En d'autres occasions, il a extorqué de l'argent

sous la menace. Il a régulièrement été impliqué dans des vols et dans la déportation de Juifs. Il a emménagé dans un appartement à Lyon réquisitionné à une famille juive, et il y a installé une maîtresse mariée, une parmi tant d'autres, qu'il a forcée à se prostituer. Concernant les événements de Rillieux-la-Pape, la cour a révélé comment Philippe Henriot avait été assassiné par la Résistance. Le gouvernement de Vichy était furieux et demandait des représailles. À Lyon, le commandant Knab, le dirigeant de la Gestapo locale, a prétendument ordonné le massacre de cent Français en guise de vengeance, affirmant qu'ils avaient besoin «d'une exécution spectaculaire de Juifs». Touvier a prétendu qu'il avait reçu l'ordre mais qu'il était consterné et qu'il persuada les nazis de juste en tuer trente à la place. Il réduisit plus tard ce total à sept, en affirmant qu'ils en tueraient juste quelques-uns à la fois. Il espérait que par ce moyen, Knab oublie les autres victimes choisies après les premiers morts. Il expliqua qu'il n'avait pas eu le choix en la matière.

Il n'y a jamais eu de preuve comme quoi Knab avait réellement donné les ordres, par contraste avec le régime de Vichy. Le fait est que toutes les victimes étaient juives, et il est clair que ce fut pour cette seule raison qu'elles furent choisies. Touvier affirma qu'il ne savait pas comment les victimes avaient été sélectionnées.

Touvier a cependant déclaré qu'en réduisant le nombre de victimes, il avait sauvé des vies juives, évoquant ainsi ce qui allait être

connu comme la «Défense Schindler», une insulte à la mémoire de l'homme d'affaires allemand qui se ruina dans l'achat de Juifs afin de les sauver des chambres à gaz.

Lorsqu'il fut questionné sur ce qu'il pensait des assassinats, il a raconté qu'il faisait dire des messes pour eux et qu'il pensait souvent à eux depuis des années. Après la guerre, il fit une déclaration à propos des meurtres, mais il se confessa malheureusement à Monsieur Duquaine, et de cette façon, bien que la déclaration ait été prise par écrit et enregistrée, elle ne peut pas être reconnue comme une preuve, car les confessions religieuses sont considérées comme confidentielles.

De nombreux témoins ont été appelés pendant le procès. La secrétaire de la Milice de Touvier affirma que son chef avait été antisémite. D'éminents historiens ont décrit le fonctionnement du régime de Vichy, particulièrement en ce qui concerne ses liens avec les occupants nazis, à la fois idéologiques et techniques. Un témoignage poignant a été fait par les frères Glaeser qui ont décrit comment leur père Léon avait été arrêté chez eux par la Milice, pour être tué plus tard à Rillieux-la-Pape. Les deux principaux psychiatres, qui ont brièvement examiné Touvier après son arrestation en 1989, l'ont décrit comme étant quelqu'un ayant de fortes convictions religieuses, antisémite, égocentrique, obsédé, violent, narcissique, dirigeant et manipulateur, évitant les responsabilités et doté d'une personnalité criminelle.



Après la guerre, Touvier a été condamné deux fois à mort par contumace pour crimes de guerre, mais il a échappé à la justice. Il a été aidé par des membres de l'Église, des sympathisants de Vichy, il s'est caché dans une série de monastères, vivant clandestinement avec de nombreuses fausses cartes d'identité et subvenant aux besoins de sa famille grâce à des dons fournis par un mystérieux groupe appelé les Chevaliers de Notre Dame. Il a aussi été sans le savoir aidé par Jacques Brel, qui ne se doutait pas de la véritable identité ou des activités de Touvier. En 1971, Touvier fut secrètement gracié par le président Pompidou. À cette époque, il y avait prescription pour les crimes de guerre et il retrouva une vie normale. Le répit ne dura pas longtemps, après que Barbie fut identifié en Bolivie par le chasseur de nazis Klarsfeld en 1972, la presse française commença à enquêter sur Touvier et une campagne fut entreprise pour le conduire au procès. Il devait fuir une fois de plus.

La preuve la plus révoltante fut peut-être donnée par la propre famille de Touvier : ses enfants Chantal et Pierre et sa femme Monique Berthet, qui se maria avec Touvier lors d'une cérémonie religieuse illégale, alors que celui-ci était en fuite, ne fut pas d'accord pour expliquer comment elle n'avait rien pu savoir du Statut des Juifs et de ses mesures restrictives, alors qu'elle ait vécu durant la guerre dans un voisinage juif à Paris. Elle affirma qu'elle n'avait jamais questionné Touvier sur ses activités durant la guerre. Elle disait qu'elle était fière de Touvier car il avait été un bon mari et un bon père. Elle n'avait pas de regrets sur la façon dont elle avait mené sa vie.

Sa fille Chantal, qui a passé toute sa vie à se cacher, regardait et parlait comme une petite fille malgré ses 46 ans. Elle affirma que son père avait été persécuté par la

presse pendant vingt ans, et combien cela avait été difficile pour eux. Elle a mené une campagne pour laver le nom de Touvier, et elle n'a jamais eu un travail ou établi de relations normales. Elle affirma que son père avait libéré des prisonniers après la guerre, mais qu'il n'avait pas conservé de listes et qu'ils furent donc incapables de retrouver des témoins pour corroborer leur histoire. Elle a fini avec une longue plaidoirie sur l'innocence de son père, et sur le fait qu'ils avaient souffert. Lorsqu'elle fut questionnée sur la souffrance des Juifs à Rillieux, Chantal affirma que tout le monde avait souffert pendant la guerre, qu'elle ne faisait pas de distinctions.

Touvier fut finalement arrêté en 1989, on le retrouva caché dans un monastère à Nice dirigé par des partisans de Monseigneur Lefebvre, après une poursuite nocturne dramatique à travers la France. Au monastère, que la police a visité cette nuit-là, ils trouvèrent quatre valises appartenant à Touvier, et qu'il avait laissées derrière lui dans sa hâte. Une fois ouvertes, les valises montrèrent que Touvier n'était pas le catholique patriote servant son pays pour lequel il se faisait passer. À l'intérieur des valises, la police trouva une montagne de propagande nazie, comprenant un grand sac de pin's à svastika et de croix de fer, des fichiers des membres de la Milice, des victimes de la Milice, de ceux qui ont aidé Touvier depuis des décennies, et une pile de journaux intimes.

Le plus récent d'entre eux se montra être très intéressant ; le journal écrit en 1989 rassemble les pensées antisémites de Touvier : différents films et programmes de télévision sont décrits comme étant des « ordures juives » et du « cinéma juif » ; et à propos de Jean-Marie Le Pen, le dirigeant du Front national, il écrit : « Enfin, un peu d'air pur ». Lorsqu'il fut confronté à ces preuves

accablantes montrant qu'il avait continué à adhérer à l'idéologie nazie, la réponse de Touvier, plutôt mauvaise, fut de dire que l'écriture des journaux intimes avait été « un amusement, une petite plaisanterie ».

Ainsi, tous les avocats qui n'étaient pas encore convaincus de la culpabilité de Touvier, restaient finalement indécis. Le jury mit seulement cinq heures à reconnaître Touvier coupable de complicité de crimes contre l'humanité, et ils le condamnèrent à la prison à perpétuité. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. De nombreuses questions restent sans réponse : à propos de toutes les activités de Touvier pendant la guerre, à propos de la propre politique de Vichy qui n'a jamais été instruite publiquement, et à propos de la complicité des gouvernements français qui refusèrent d'enquêter plus tôt sur les activités de ses citoyens pendant la guerre.

Demeure aussi la question de savoir si Maurice Papon, l'administrateur de Vichy à Bordeaux, passera malgré tout en procès pour ses crimes. Beaucoup pensent en France que Papon échappera à la justice en utilisant les sursis légaux jusqu'à sa mort. Il y a une grande répugnance de l'establishment à juger Papon, et s'il n'y a pas de procès, le gouvernement de Vichy lui-même échappera à la justice. Ceci est décrit par les mots du président Mitterrand, qui a dit, durant le procès : « Nous ne pouvons pas rester éternellement sur ces questions... 45 ans après, il n'y a plus beaucoup de témoins, et cela a peu d'importance. »

Mais, comme il a été dit auparavant, le prix de la liberté est l'éternelle vigilance. Il est de notre responsabilité collective de rester vigilant et de nous souvenir de son importance : ceux qui oublient le passé sont condamnés à le répéter. ■

**Le prix de la liberté est l'éternelle vigilance.
Il est de notre responsabilité collective de rester vigilant
et de nous souvenir de son importance :
ceux qui oublient le passé sont condamnés à le répéter.**

Le Front national après les européennes

Le Pen de Strasbourg



Les dernières élections européennes ont bouleversé les rapports de forces à la droite extrême. De Villiers a réussi son OPA sur la frange la plus conservatrice de la droite en obtenant 12% des voix et 13 députés, laissant loin derrière Le Pen (10,5% des voix et 11 députés). Le FN recule dans un certain nombre de places fortes : il se cantonne aujourd'hui à un seul rôle : être le porte-parole des «petits blancs», alors que De Villiers sera réintégré dans le camp conservateur.

Le Front national passait, depuis plus de 10 ans, pour le modèle à suivre pour les autres partis d'extrême droite européens. Le Pen avait réussi à sortir l'extrême droite de son anonymat politique. La percée électorale du FN était due dans un premier temps à une radicalisation de l'électorat conservateur après l'échec de Giscard en 1981, mais aussi à l'instrumentalisation politique de la question de l'immigration dans le débat politique. Faire des immigrés les boucs émissaires de la crise économique et sociale de la société française est une stratégie qui date de la fin des années 1970 pour le Front national.

Ce modèle français d'extrême droite a fait des émules en Belgique et en Espagne. L'utilisation politique de l'immigration s'est aussi largement répandue en Europe, principalement en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Espagne et en Grande-Bretagne. Le Front national était aussi jusqu'à présent le parti qui réussissait le mieux aux élections : déjà en 1984 il obtenait 11% des voix alors que le MSI italien suivait avec 6,5%, puis le Parti du progrès danois (3,5%), l'EPEN grecque (2,3%), le Centrum Demokraten (2,6%), et enfin le Vlaams Blok (1,3%). En 1989, le FN est toujours en tête de l'extrême droite européenne malgré sa faible progression (+ 0,7%) avec 11,7%, suivi des Republikaner (5,6%), du MSI (6,5%), du Parti du progrès (5,3%), du Vlaams Blok (4,1%) de l'EPEN (1,2%) et du Centrum Demokraten avec 0,8%. À chaque fois, le Front national s'est retrouvé le pivot d'une coalition de partis d'extrême droite : une première fois, l'alliance s'est faite avec le MSI et l'EPEN grecque, puis en 1989 avec les Republikaner et le Vlaams Blok. Le rôle de leader de l'extrême droite, s'il fut parfois contesté à Le Pen, compensait tant bien que mal l'incapacité du FN à peser politiquement en France.

En effet depuis cinq ans, si la France s'est malheureusement habituée à la thématique raciste et sécuritaire du Front national (qui s'est trouvé accrédité, légitimée et renforcée par les politiques anti-immigrés des gouvernements socialistes et conservateurs), le FN reste à l'écart des exécutifs nationaux et

locaux. Le Parti socialiste tombé si bas au niveau électoral, la droite n'a pas besoin de l'extrême droite ni pour gouverner, ni pour faire élire ses députés. En plus, Le Pen est marqué à la culotte par un Pasqua qui allie politiques sécuritaires et anti-immigrés et poursuites judiciaires contre l'extrême droite. Le résultat de cette politique est que Le Pen et le FN restent cantonnés dans les 10-12%. En 1994, son grand rival européen le Mouvement social italien réussit ce dont Le Pen rêve depuis des années : arriver au pouvoir. Le MSI accède au pouvoir exécutif en surfant sur la vague brune et nauséabonde berlusconienne. Alors que le Parti néofasciste végétait depuis l'après-guerre, il élabore une nouvelle ligne visant à faire

oublier ses origines fascistes et à se présenter comme le seul parti «aux mains propres». Cette nouvelle stratégie développée par Gianfranco Fini a permis au MSI d'obtenir plus de 14% des voix et cinq maroquins ministériels dans le premier gouvernement Berlusconi. Ce succès sans précédent de l'extrême droite italienne a détrôné le FN et Le Pen de son leadership européen, au point que pour sa campagne européenne, le FN a juste traduit le slogan qui a fait recette en Italie, *Forza Italia*, en *Allez la France*. Ce reflux européen n'est pas sans conséquence interne, déjà la stagnation du parti et sa mise au ban de la société politique française ont amené un certain nombre de dirigeants du FN dont Bruno Mégret à préparer la suc-

LE HIT-PARADE DU FRONT

Le petit jeu des comparaisons entre la liste de 1989 et celle de cette année permet de dégager un hit parade des étoiles montantes et déclinantes du Front national.



LES ÉTOILES FILANTES

Absentes en 1984, elles sont aujourd'hui députés : Carl Lang (n°5) et Marie-France Stirbois (n°6). Moins brillantes mais remarquables, il y a Jean-Yves Le Gallou (n°11), le harki de service Sid Hamed Yahiaoui (n°16), Lydia Schénardi (n°19) et le trésorier su FN Jean-Pierre Reveau (n°20).



LES ÉTOILES MONTANTES

Elles ont gagné des places entre 1989 et 1994. La plus grande progression est celle de Jean-Claude Martinez (de la 11^e à la 4^e place), puis Bruno Golinisch (de la 7^e à la 3^e), Fernand Le Rachinel (de la 12^e à la 10^e). Parmi ceux qui n'ont pas été élus, la caution antiraciste Huguette Fatna gagne 27 places (de la 54^e à la 17^e place), Pierre Durant du quotidien catholique intégriste Présent progresse (de la 20^e à la 14^e), Roger Holeindre aussi (de la 23^e à la 18^e) et Dominique Chaboche gagne 4 places (de la 17^e à la 13^e).



LES STARS DÉCLINANTES

Martine Lehideux perd son siège de député et dix places (de la 2^e à la 12^e place), Jacques Tauran, idem (député en 1989, il ne l'est plus aujourd'hui, il passe de la 10^e à la 15^e place). Perdent un peu d'éclat Jean-Marie Le Chevalier (ancien n°4, il est n°9), Yvan Blot (n°5 en 1989 il est n°8), et Bernard Antony qui passe de 6^e à la 7^e place. La plus forte disgrâce est celle de Charles de Chambrun, l'ancien maire FN de Saint Gilles, qui passe de la 16^e à la 31^e place.



LES TROUS NOIRS

Présents sur la liste en 1989, ils ont aujourd'hui disparu physiquement pour certains (Pierre Sergent) ou politiquement : Pierre Ceyrac, mooniste, ancien député européen, a quitté le FN fin 1993, ou Roger Johnstone (ancien n°13), Charles Guerrini-Filleu (n°15), Jacques Peyrat (candidat malheureux à la députation à Nice et en délicatesse avec les instances dirigeantes, ancien dossard n°44 en 1989).

cession de Le Pen. Au FN, les tendances existent sous la forme de réseaux politiques comme les horlogers, les catholiques intégristes, les fondateurs ou de groupe de partisans des fortes personnalités du FN (Le Pen, Gollnisch, Mégret ou Stirbois). Lors du IX^e Congrès du FN, on a voté au suffrage censitaire¹. L'ensemble des délégués a élu cent membres du comité central, Le Pen se réservant vingt sièges pour ses fidèles. Ce congrès a été marqué par une guerre entre courants, illustrée par la circulation de listes permettant aux délégués d'élire les dirigeants de la bonne tendance. Cet affrontement entre partisans de Le Pen, Mégret et Gollnisch et de Marie-France Stirbois n'est qu'un avant-goût de la guerre de succession

qui se prépare après l'échec probable de la candidature de Le Pen aux présidentielles de 1995. Si les partisans de Mégret étaient confiants après ces élections internes, Le Pen a gardé la majorité au comité central en désignant une vingtaine des ses partisans dont Jean-Michel Dubois² et Pierre Pauty³. La constitution de la liste européenne a elle aussi été l'objet d'un âpre combat des chefs. Dans une première version de la liste, Martine Lehideux⁴ avait obtenu la deuxième place mais à la suite des protestations des autres courants, elle a été reléguée à la douzième place, ce qui ne lui a pas permis d'être élue. C'est finalement Marie-France Stirbois qui a décroché le dossard n°6 lui permettant de siéger au Parlement européen

alors qu'elle n'avait aucune chance dans la liste antérieure. ■

1 Les dirigeants ayant 10 voix, les cadres 5 et les simples délégués (censés représenter 50 adhérents) une seule.

2 Président d'Entreprise Moderne et Liberté (rassemblant les cercles nationaux de salariés et de petits patrons), il n'avait pas été élu par les délégués. Il passe pour un ultralibéral et en plus il avait lui aussi joué au petit jeu de la liste en tentant d'écarter Bruno Mégret et Carl Lang. *Ras l'Front* n°20, mars-avril 1994, pp. 4-5.

3 Antisémitisme de choc, ancien dirigeant de la revue *Militant*.

4 Présidente du Cercle national des femmes d'Europe et députée européenne depuis 1984.

Les nouveaux députés européens du Front national

Jean Marie LE PEN (n°1)

66 ans. Ancien député poujadiste en 1956, député CNIP de 1958 à 1962. En 1972, il participe à la fondation du Front national dont il est depuis le président. Candidat à l'élection présidentielle de 1974, il obtient 0,74% des voix. En 1983 il est conseiller du XX^e arrondissement de Paris (11,3%), puis député européen en 1984 (11%), 1989 (11,8%) et 1994 (10,5%). Député de Paris de 1986 et 1988 (9,9% des voix au plan national), candidat aux présidentielles de 1988 (14,4%).

Bruno MEGRET (n°2)

45 ans. Dirigeant du Club de l'Horloge (1975-1981). Haut fonctionnaire. Anime par ailleurs les Comités d'Action républicaine. Adhère au FN en 1986, sa promotion est fulgurante puisqu'il devient député de l'Isère (1986-1988) et en 1988 délégué général du FN. Député européen depuis 1989, membre du BP et du CC du FN et délégué général.

12 Bruno GOLLNISCH (n°3)

44 ans. Ancien secrétaire du syndicat étudiant de droite FNEF. Fait toute sa carrière universitaire à l'université de droite de Lyon III, vivier de la Nouvelle Droite et du Front national¹. Adhère au FN en 1983, député européen depuis 1989 après, député FN du Rhône de 1986 à 1988, membre du BP et du CC du FN et a été nommé en 1994 vice-président chargé des relations internationales.

Jean-Claude MARTINEZ (n°4)

49 ans. Spécialiste de droit et de fiscalité à Assas. Adhère au FN en 1986. Il préside le Cercle national des Agriculteurs. Député européen, conseiller régional dans le Languedoc-Roussillon et conseiller municipal à Montpellier. Membre du BP et du CC².

Carl LANG (n°5)

36 ans. Il adhère au FN en 1978 à 21 ans, entre au comité central à 25 ans, responsable du FNJ de 1984 à 1986, année où il rentre au BP. Fonde le Mouvement de la Jeunesse d'Europe. À la mort de Jean-Pierre Stirbois en 1988, devient secrétaire général du FN. Sa carrière fulgurante marque le pas.

Marie-France STIRBOIS (n°6)

49 ans. Responsable de la FNEF, elle crée en 1968 un mouvement opposé à la grève. Milite dans les rangs solidaristes avant de rejoindre le FN en 1977. Elle se présente à Dreux : aux cantonales en 1982 (10%), aux législatives de 1988 (15,8%), aux municipales de 1989 (22,1%) et devient conseiller municipal. En juin 1989, elle refuse la 21^e place de la liste européenne. En Décembre 1989, elle est élue député. Cette élection obligea Le Pen à la coopter en mars 1990 au Bureau politique. Député d'Eure-et-Loir de 1989 à 1993, elle devient en 1994 conseiller général (54,7%).

Bernard ANTONY alias Romain MARIE (n°7)

49 ans. C'est le chef de liste de la tendance catholique intégriste au sein du FN (président de Chrétienté-Solidarité), fonde le quotidien *Présent*. Adhère au FN en 1984 et devient rapidement responsable de la formation interne. Député européen, membre du BP et du CC du FN.

Yvan BLOT (n°8)

46 ans. Haut fonctionnaire, responsable par ailleurs du Club de l'Horloge, a fait une grande partie de sa carrière politique au RPR. Membre du Comité central du RPR de 1978 à 1988, député du RPR de 1986 à 1988. En mai 1989, il rallie le FN et devient député européen avant de rentrer au BP et au CC du FN.

Jean-Marie LE CHEVALLIER (n°9)

57 ans. C'est lui aussi un horloger et un transfuge de la droite classique même si sa carrière n'a pas été très brillante. Il rejoint le FN en 1985 et s'implante dans le Var. Député européen, membre du BP et du CC du FN.

Fernand LE RACHINEL (n°10)

51 ans. Un des plus gros imprimeurs de la Manche. Adhère au Front national en 1981. C'est un notable (conseiller général de la Manche réélu en 1994 au premier tour, conseiller régional et conseiller municipal) proche de Bruno Mégret, il est responsable de la propagande du FN. Membre du CC, entre au BP du FN après le IX^e congrès³.

Jean-Yves LE GALLOU (n°11)

46 ans. Haut fonctionnaire, il fonde en 1974 le Club de l'Horloge. Adhère au FN en 1985, membre du BP et du CC, responsable des études du FN.

1 Voir *REFLEXes* n°40 automne 1993, pp. 4-8.

2 Voir *REFLEXes* n°41 hiver 1994, pp. 4-7.

3 Voir *Ras l'Front* n°20 mars-avril 1994, pp. 4-5.



Le Pen va se sentir bien seul sans son petit copain Schönhuber (voir pp. 18-19)

édito

Les résultats de l'extrême droite pour ces européennes sont assez contrastés. On assiste à une progression de l'extrême droite en Belgique qui triple le nombre de ses députés européens d'extrême droite à Strasbourg ; respectivement en France et en Italie, le FN et le MSI voient leur influence électorale se tasser mais envieront chacun 11 députés. Les Republikaner, en n'obtenant que 3,9% (contre 7,1% en 1989), disparaissent du Parlement européen ; les partis de l'extrême droite néerlandaise, danoise et grecque n'ont pas décollé, restant bien en dessous des 5%. Paradoxalement, alors qu'il y a près de 25 députés d'extrême droite dans la prochaine assemblée européenne, il est très possible que disparaisse le Groupe technique des Droites européennes ainsi que les avantages financiers qui vont avec, sauf si le Front national arrive à faire un accord avec l'Alliance nationale de Gianfranco Fini. Ce qui n'est pas évident, Fini appréciant assez peu l'autoritarisme de Le Pen.

REFLEX

européenne

supplément au REFLEX n°43

E S P A G N E

L'auberge espagnole

Le succès électoral remporté par le MSI en Italie venant s'ajouter aux scores réalisés par les extrêmes droites des pays voisins a fait naître dans le crâne dégarni des fascistes espagnols l'espoir d'avoir de nouveau, moins de vingt ans après la mort de Franco, une représentation politique au Parlement.

Dans le milieu très éclaté de l'extrême droite espagnole qui n'a connu depuis des années que des camouflets électoraux, le MSE se veut une tentative de réunir autour de lui les diverses tendances du fascisme à l'espagnole. La vieille rengaine d'un front uni englobant le spectre de l'extrême droite dans son ensemble (les franquistes traditionnalistes, la Phalange et les nazis du Cedade voire des groupes NR) a retenti une nouvelle fois de l'autre côté des Pyrénées.

Le MSE, Mouvement Social Espagnol, dont le nom n'est pas sans faire écho au parti de Fini se veut une solution à l'impasse dans laquelle se trouvent les partis d'extrême droite qui ne parviennent pas à avoir des élus aux diverses élections et qui en sont réduits à ne même plus se présenter pour éviter une déroute

supplémentaire.

Le MSE s'est donné un double objectif : d'une part regrouper toutes les forces de l'extrême droite et de l'autre conquérir un nouvel électorat, car sans cela, même toutes additionnées, les forces fascistes restent dérisoires.¹

Aguicher un nouvel électorat

L'absence de résultats aux élections, voire même l'absence relative d'activité des partis fascistes ne doit pas nous faire conclure trop vite que l'Espagne fait exception dans le concert de xénophobie qui assourdit l'Europe, bien au contraire, un racisme ultra-violent se développe dans les rues et dans les stades. Un récent sondage paru dans *El País* indiquait que 31% des jeunes Espagnols (entre 14 et 19 ans) seraient partisans de

l'expulsion des Gitans, ce qui constitue une augmentation de 11% en 5 ans. Le racisme ne s'est pas déclaré que dans la jeunesse, les métastases ont envahi tout le corps social. Dans une enquête parue en 1992, 61% des Espagnols approuvaient une politique de limitation de l'immigration et 17% la désapprouvaient. Le discours traditionnel véhiculé par l'extrême droite espagnole, à l'exception des néo-nazis, n'était pas jusqu'alors centré sur l'immigration ; avec le MSE, le pari qu'ils font est de parvenir à conquérir cet électorat raciste que toute la classe politique caresse dans le sens du poil (elle fait d'ailleurs des efforts pour se conformer aux exigences des autres pays européens). La commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française a décerné un bon point à l'Espagne, constatant que celle-ci avait renforcé les moyens consacrés à la surveillance des frontières du territoire : l'Espagne est en effet un point névralgique dans le dispositif d'imperméabilité de la forteresse européenne. Dans une interview, l'actuel leader du MSE déclarait vouloir conjuguer le social avec le natio-

nal. Les trois axes de son parti sont, selon ses propres termes, le social, le patriotique et l'anti-système, et bien que se présentant aux élections, il estime que les causes de la crise que subit l'Espagne proviennent du suffrage universel : « Il faut, dit-il, en terminer avec cette opinion reçue que nous avons tous le même pouvoir de décision et qu'un vote vaut autant qu'un autre. Vous ne voulez tout de même pas que dans une entreprise l'opinion de l'ouvrier vaille autant que celle du directeur financier, n'est-ce pas ? » Le vote social qu'il réclame est surtout un vote anti-égalitaire et, n'en doutons pas, la préférence nationale sera un de ses thèmes de campagne.

Un renouveau fasciste ?

Jusqu' alors, les précédentes tentatives d'union des principales forces fascistes avaient toutes échoué sur la question du leader, et principalement autour du rejet de Blas Piñar dont l'âge avancé symboliserait pour certains davantage des funérailles qu'un possible renouveau. Afin de faire l'unanimité, l'actuel MSE s'est donné comme responsable une figure de l'extrême droite capable de rassembler sur son nom les différentes familles du milieu nationaliste : Ricardo Saenz de Ynestrillas qui, durant son incarcération, est devenu un symbole, voire un martyr de la lutte nationaliste (voir portrait). Autre facteur important : l'âge. Ynestrillas n'a pas trente ans, et c'est un atout dans ce qui prend parfois des allures de conflit de générations entre le fascisme à papa, avant tout nostalgique et national-catholique, et un néo-fascisme qui axe l'essentiel de sa lutte sur l'immigration. Il semblerait que les deux forces historiques nationalistes, c'est-à-dire le Frente nacional et la Falange, ne soient pas conviées à intégrer le MSE ; la porte ne semble pourtant pas fermée, notamment grâce à l'ampleur consensuelle d'Ynestrillas et ses rapports de longue date avec les vieux fachos espagnols par le biais de sa famille. Cependant, les principaux groupes à avoir annoncé leur dissolution et leur intégration dans le parti d'Ynestrillas sont ceux qui rassemblent essentiellement des jeunes, parmi lesquels de nombreux boneheads. Que ce soient les groupes néonazis ou NR, ou bien les groupes nationalistes espagnols, tous se

détachent par leur caractère violemment raciste et leurs nombreuses campagnes pour le rejet des immigrés.

Un panier de crabes

Ynestrillas a beau déclarer qu'il n'y aura ni fusion de sigle ni absorption d'aucun parti, un certain nombre de groupes ont déjà déclaré qu'ils se dissolvaient pour intégrer le MSE. Quels sont-ils ?

• Les nationalistes hispaniques

Nacion Joven (Jeune Nation)

Fondé en février 1990 par des jeunes issus des Falanges et du FN dans le but d'incarner une ligne renouée, ce groupe est essentiellement implanté sur Madrid ; ils se sont fait remarquer par leur soutien à Ynestrillas durant son incarcération. Lors de l'hommage annuel rendu à la mémoire de Franco le 20 novembre 1993, Carlos Alberto Vazquez Sanjurjo, président de NJ, prit la parole pour réclamer un front commun qui dissolve les partis classiques et crée un mouvement neuf avec des cadres jeunes regroupant tous ceux qui sont écœurés par le système démocratique. Il termina son discours aux cris de « l'Espagne aux Espagnols, expulsions de tous les immigrés. »

Juntas Españolas (JJEE)

Fondées en 1984 à l'initiative de l'avocat barcelonais Ramon Graells Bofill pour occuper l'espace laissé par la dissolution de Fuerza Nueva, elles furent soutenues notamment par le commandant Ricardo Saenz de Ynestrillas, père de l'actuel leader du MSE. Les JJEE ont tenté une unification en 1992 avec le Frente nacional, à laquelle travailla activement l'actuel prési-



Il a raison d'avoir honte.

dent Juan Peligro. Les JJEE se distinguèrent par leur campagne « Stop immigration, les Espagnols d'abord » qui coïncida avec l'assassinat de Lucrecia Perez en novembre 1992.

• Les nationalistes révolutionnaires

Vanguardia Nacional Revolucionaria (VNR)

Issus d'un groupe bonehead de la banlieue de Barcelone nommé « Aguilas Negras » (Aigles noirs), ils se constituent courant 1990 en service d'ordre pour les autres groupes d'extrême droite (essentiellement Cedade et JJEE) et deviennent les VNR, ils sont rejoints courant 1992 par Troisième Voie solidariste d'Oviedo. Basés principalement à Barcelone, ils possèdent des groupes également sur Oviedo, Avilas, Valladolid, Santander, Madrid, Palma de Mallorca et Valence et ils éditent une revue trimestrielle *Tribuna de Europa*, dont le directeur légal est Juan Antonio Llopert Senent. Ils militent pour l'unité européenne et pour un nationalisme régionaliste, font campagne en Catalogne pour le bilinguisme et certains de leurs membres se trouvaient chez les Boixos Noi du Barça (groupe de supporters du FC Barcelone). Les VNR défrayèrent la chronique lorsque six de leur militants furent condamnés pour le meurtre de « Sonia » (voir REFLEXes n° 38).

Juan Antonio Llopert Senent est aujourd'hui

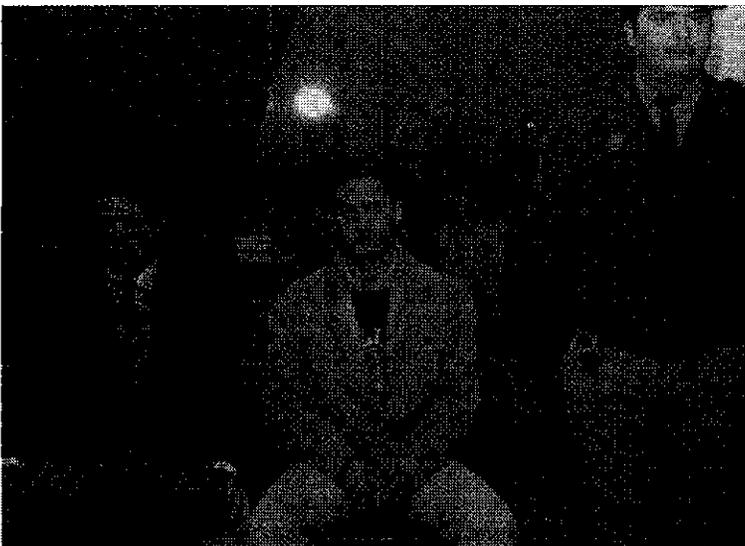
président d'Alternative Europea, membre du même réseau européen que Nouvelle Résistance. Llopert Senent était lié à la CAS (Coordination Alternative Solidariste) aujourd'hui disparue qui utilisa la même boîte postale qu'utilise aujourd'hui Alternativa Europea. Alternativa Europea maintient de nombreux contacts avec des organisations fascistes plus traditionnelles, avec les JJEE ou Adelante España (ADES) sur le thème de leur participation au MSE. Le 22 mars dernier, ils organisèrent un débat dans le local d'ADES sur l'étude du modèle italien (MSI) et ses applications possibles sur le territoire espagnol.

Bases Autonomas (BBAA)

Apparu en 1987, ce groupe d'idéologie NR tendance chaotique est issu de la Coordination étudiante national-révolutionnaire qui a vu le jour à Madrid en 1984. Farouchement opposés aux fascistes traditionnels et aux nostalgiques de Franco, ils se signalaient par leur volonté de confusionnisme politique, célébrant conjointement la mémoire de Primo de Rivera et de Durruti. Ils se dissolvent trois ans plus tard puis réapparaissent à nouveau : entre-temps, le discours semble avoir évolué vers un nationalisme espagnol : autrefois pro-européens, ils sont à présent pour une Espagne grande et indivisible.

La dissolution du Cedade

Le 27 novembre, réuni pour la dernière fois avant la fermeture de sa librairie, le Cedade a pro-



De Ynestrillas à son procès

clamé très officiellement sa dissolution, décidée par la direction nationale lors du congrès du 12 octobre. Cela faisait déjà un moment que des dissensions internes avaient éclaté et certains de ses anciens responsables réclamaient ouvertement la dissolution de ce qui n'était plus selon eux qu'une secte.

Depuis 1965, date de sa création, le Cedade s'est appliqué à faire la propagande des thèses nazies, devenant la plus grande centrale d'achat de matériel néo-nazi, ainsi que la plus grande maison d'édition négationniste, ayant pignon sur rue avec sa librairie barcelonaise Europa.

Les années 1980 ont vu en Espagne un recul des forces d'extrême droite nostalgiques du franquisme : l'échec du coup d'état du 23 février 1981 en marque le point de départ et l'année suivante, la victoire aux élections du PSOE et le score pitoyable de Fuerza Nueva, qui de dépit se dissoudra, viennent le confirmer. La crise touche aussi la frange NR et les nombreuses scissions survenues au sein du Cedade en 1985 ont provoqué la perte de nombreux de leurs militants.

Mais ce qui est paradoxal, c'est qu'à partir des années 1980, au moment où le militantisme au sein du Cedade commence à décroître, son image extérieure prend de l'essor.

En France², une section est montée à Aix-en-Provence sans grand succès. Depuis son siège à Barcelone, le Cedade a édité en français une brochure négationniste et c'est Roland Hélié qui a organisé les déplacements en France de Pedro Varela, président jusqu'alors de la secte hitlérienne. Mais depuis la chute du mur de Berlin, la centrale NS de Barcelone a jeté tous ses efforts sans conteste dans la propagande outre-Rhin. Elle édite pour l'Allemagne deux revues en langue allemande *Sieg* et *Halt*, au détriment de l'activité sur son territoire. Ainsi, en même temps que son image croissait internationalement, elle subissait une crise militante au sein de l'État espagnol, parvenant au paradoxe suivant : avoir une influence

majeure hors de ses frontières et une présence mineure dans le milieu néo-nazi national où des organisations portées par la vague bonhead ont vu le jour, comme Accion Radical ou encore Alternativa Europea. La fracture entre l'image externe et la réalité interne du Cedade est allée s'amplifiant, au point de représenter un strabisme divergeant. À mesure que le Cedade a développé son activité éditoriale vers les autres pays, publiant sa revue en de nombreuses langues, la périodicité de la revue espagnole est devenue flottante. Mensuelle jusqu'en 1989, elle n'a paru que deux fois en 1990 et une seule fois en 1991.

Aujourd'hui, deux tendances se distinguent, l'une favorable à l'intégration au sein du MSE, représentée par R. Bau directeur de *Mundo NS* qui réclamait dans ses colonnes la dissolution du Cedade, l'autre représentée par Pedro Varela, qui voudrait garder son indépendance vis-à-vis du parti d'Ynestrillas.

Le MSE n'est pas encore créé que certaines failles lézardent les murs de ce nouveau bâtiment. À l'intérieur mais aussi à l'extérieur, et une simple couche de peinture ne permettra peut-être pas de les masquer bien longtemps. Ce n'est pas tant sur la religion (entre païens et catholiques) que le débat a lieu, mais plutôt entre nationalistes espagnols et nationalistes européens. Lors de la conférence de presse organisée pour sa création, le MSE a demandé l'interdiction du PNV (parti nationaliste basque), et Ynestrillas a déclaré depuis lors à plusieurs reprises que le MSE était pour une Espagne indivisible : le contraire eut été étonnant, et le choix du leader a valeur de déclaration politique. De l'autre côté, les néo-nazis et les nationalistes-révolutionnaires se taisent pour l'instant mais les quatorze points de la déclaration de principe du Cedade supposent une rupture totale avec le nationalisme espagnol ; déjà des réunions du Cedade Barcelone ont décidé de remonter le Cedade dans peu de temps, si la collaboration avec le MSE ne fonctionnait pas. De même,

UN PORTRAIT À REFAIRE

Ricardo Saenz de Ynestrillas Perez

«Liberté pour Ynestrillas», le slogan écrit à la peinture noire s'étalait sur les murs de Madrid, signé Jeune Nation.

Né le 30 novembre 1965, Ricardo Saenz de Ynestrillas, le dernier des fils d'un militaire d'extrême droite qui s'appelait lui aussi Ricardo Saenz de Ynestrillas. Le jeune «Ricardito» fut élevé dans le culte de son père et de la nation. À 15 ans, Ricardo junior était depuis déjà deux ans membre des Jeunesses de Fuerza Nueva, lorsque son père fut condamné en compagnie de A. Tejero à six mois de prison pour conspiration et tentative de coup d'état. Durant les deux années qui suivirent, il a été arrêté à plusieurs reprises par la police pour violence physique.



Après les élections du 28 octobre 1982 qui entraînent l'autodissolution de Fuerza Nueva, il crée en compagnie de Antonio Salmeron Campos et de Gerardo Lopez Laguna la Légion de San Miguel Arcanget. Le 1er octobre 1983 lors d'un contrôle de police dans la rue à 4 heures du matin, ils mettent en joue les policiers et leur dérobent leurs armes. Condamnés l'année suivante pour cette action à 4 ans et trois mois de prison, il en rejeta une réputation et une célébrité dans les milieux nationalistes. Deux mois après sa libération survenue le 5 avril 1986, le commando Madrid de ETA tua le commandant Ricardo Saenz de Ynestrillas lors de l'attentat du 17 juin 1986. Lors du procès des membres du commando Madrid, Ricardo et son frère furent expulsés pour avoir interrompu l'audience. Six jours plus tard, deux hommes masqués tuaient de plusieurs coups de feu le député Henri Sata-suna Josu Muguruza. L'instruction se dirigea très vite vers les frères Ynestrillas et vers un policier, Angel Duce et l'enquête dévoila que courant 1989, Ynestrillas et Duce avaient créé un groupe d'action violent, le GANE (Groupe Antiterroriste National d'Espagne), dirigé contre les personnes proches du milieu Abertzale et qui exécuta entre mars 1989 et juillet 1990 une quinzaine d'attentats. Un policier infiltré auprès de Duce parvint finalement à mettre un nom sur les deux tireurs, et Ynestrillas et Duce furent placés en préventive. Le verdict fut rendu dans un climat très polémique. Duce fut condamné à cent ans de prison tandis qu'Ynestrillas était absous au bénéfice du doute de toutes les charges retenues contre lui. Depuis sa sortie de prison, Ynestrillas a créé une entreprise de coursiers au nom évocateur «Ultra Express», il semble avoir momentanément choisi d'abandonner l'action violente pour monter son parti, le MSE, et se présenter aux élections.

Alternativa Europea apparaît dans son rapport avec Nouvelle Résistance comme partisane d'une Europe des ethnies et contre l'Europe des nations qu'elle défend pourtant au sein du MSE, alors restera-t-elle dans le nouveau parti post-franquiste ? Depuis l'extérieur, Accion Radical brocarde dans ses pages les Bases autonomes et tous ceux auxquels

elle dénie le droit de se réclamer NR après leur intégration dans le MSE. ■

À suivre donc et à combattre

1 Les quatre partis nationaux-conservateurs ont représenté toutes voix confondues 0,05%.

2 J-Y Camus et R. Monzat, *Les Droites nationales et radicales en France*, éd. PUL.

Bibliographie

- Mariano Sanchez Soler, *Los Hijos del 20-N, Historia violenta del fascismo español*, ed. Temas de Hoy
- *No pasaran !* bulletin antifasciste et antiraciste édité par le comité Al Enemigo ni Agua de Barcelona
- *La Lletra A* n°40 «En Valencia : Alerta Antifascista contra la trama de la ultraderecha», rapport réalisé par l'assemblée Anti-Feixista de Valence. X. Casal : «Cedade» in *El Pais*.

Les résultats de l'extrême droite

Belgique

On savait la Belgique sérieusement gangrenée par la fièvre régionaliste et raciste. Mais de nombreux observateurs pensaient que cette fièvre ne touchait que la partie flamande du pays. Les dernières élections européennes ont apporté un démenti cinglant à ces analyses. Les extrêmes droites flamande (Vlaams Blok), wallonne (AGIR, Avant-Garde d'Initiative Régionaliste) et belge (Front national) totalisent 10,7% sur l'ensemble du pays, obtenant ainsi un score supérieur à celui du Front national en France. Dans le collège de langue néerlandaise (la Flandre et Bruxelles), le Vlaams Blok obtient 12,6% des voix (contre 6,6% en 1989) et deux députés. Ses meilleurs résultats sont à Anvers (24% des voix et toujours premier parti de la ville malgré un léger tassement depuis 1991) et sa région : Ostende (12%), Gand (14,6%), Saint-Nicolas (14,7%). Si le Vlaams Blok obtient ses meilleurs scores en ville, il progresse néanmoins à la campagne.

Dans la partie francophone, deux partis ennemis se sont disputés les voix de l'extrême droite. C'est le Front national du docteur Féret qui l'a emporté dans l'ensemble du collège francophone. Le Front national a obtenu 174 000 voix (soit 7,9%) et un député, alors qu'AGIR recueillait 42 000 voix et 1,9% en Wallonie et à Bruxelles. C'est dans son fief de Liège qu'AGIR a obtenu son meilleur score, 7,2% des voix, (alors que le FN y obtient 4,9%), et dans l'ensemble de la province de Liège, AGIR frôle les 5% (4,7%) avec 27 000 voix. AGIR est un groupe wallon dont les militants viennent de l'extrême droite militante des années 1980 (Front de la Jeunesse, Parti des Forces nouvelles). Certains ont été impliqués dans un hold-up il y a dix ans, commis dans le but de financer leurs activités politiques.

Le Front national devient donc le quatrième parti de Bruxelles avec 11,5% des voix et le troisième parti de Molen-

beek-Saint-Jean (11,6%). Le Front national belge a été créé* en 1985, avec à sa tête Daniel Féret qui en est devenu président à vie. Pendant longtemps, il ne compte aucun programme politique (jusqu'en 1991). En 1988, il a obtenu un conseiller municipal à Molenbeek et en 1989 deux élus au Conseil de la région de Bruxelles. Si le Front national belge multiplie les similitudes avec son homologue français (même propagande anti-immigrés, même

conception de l'État-nation, même autoritarisme interne), les relations entre FN français et belge ne sont pas au beau fixe.

REFLEXes
(avec des informations transmises par Dwars Antifa (Pays-Bas), et les correspondants de Searchlight en Belgique et aux Pays-Bas).

* Sur le Front national belge voir Gwenael Brees «Belgique : L'essor de l'extrême droite malgré la querelle linguistique» in *L'Europe en chemise brune*, Réflex, 1992 et *L'Affront national* EPO-Réflex,



Pays-Bas

On avait assisté le 2 mars 1994 lors des élections municipales à une montée de l'extrême droite.

Les deux principaux partis Centrumdemokraten (CD) et Centruumpartij '86 (CP '86) avaient présenté de nombreux candidats et ont obtenu 77 sièges de conseillers municipaux pour le CD et 9 pour le CP '86 contre respectivement 11 et 4 conseillers en 1990. Les meilleurs scores de l'extrême droite se trouvent dans les grandes villes, en particulier à Rotterdam avec

13,7% des voix, ce qui fait de l'extrême droite la deuxième force politique après les sociaux-démocrates.

À Amsterdam, la progression est moins forte, mais dans certains quartiers, l'extrême droite obtient près de 20% des voix. Au niveau national, le Centrumdemokraten recueille 220 000 voix et 2,5% des voix, mais ce succès relatif n'a pas été confirmé aux élections européennes (seulement 43 300 Néerlandais soit 1% des voix). La plupart des voix ont été obtenues par ce parti

raciste dans les grandes villes de l'ouest du pays : Rotterdam 3,1% (contre 6,5% aux élections municipales), la Haye 2,1% (contre 5,1%), Amsterdam 2,1% (contre 3,7%) et Utrecht 1,6% (contre 4,2%). Il semble que le faible résultat de l'extrême droite soit dû au manque d'intérêt des Néerlandais pour l'Europe (64,4% d'abstention) et cela est particulièrement vrai pour l'électorat raciste. Le Centrumdemokraten est né pendant l'été 1984 à la suite d'une scission dans le Centruumpartij. Son seul député Hans Janmaat et ses partisans ont été expulsés du parti par l'aile plus ouvertement fasciste.

Les députés faits européens belges

10,7% sur l'ensemble du pays, un score supérieur à celui du Front national en France.

Karel Dillen (69 ans)

C'est un vieux routier du nationalisme flamand et de l'extrémisme de droite. Après la Seconde Guerre mondiale, il devient un militant de la cause flamande. De 1965 à 1945, il est le dirigeant de la boîte à penser de la droite extrême Were Di. Il était depuis la fin des années 1960 membre de la direction du parti traditionnel flamand, la Voksunie. Il rompt avec la VU car il la juge trop modérée et fonde le Vlaamsnational Partij qui devient plus tard le Vlaams Blok. Il est président à vie du Blok et est élu député en 1978, puis député européen en 1989, réélu en 1994.

Frank Vanhecke (35 ans)

Il vit à Bruges. Étudiant en communication à l'université de Bruxelles, il était actif dans les groupes radicaux flamands comme l'Union

des étudiants et des jeunes nationalistes, où il a rencontré Filip Dewinter qui devient un de ses meilleurs amis et qui est aujourd'hui un dirigeant très important du Vlaams Blok. En 1977, il devient cadre du Vlaamsnational Partij. Depuis 1985, il est l'un des dirigeants du Vlaams Blok et appartient à la faction Dewinter. Vanhecke a travaillé avec Dillen à Strasbourg et était secrétaire général adjoint du Groupe technique des Droites européennes.

Daniel Féret (50 ans)

Médecin et chirurgien esthétique. Il devient militant des groupes d'extrême droite Jeune Europe et Restauration nationale. En 1967, il entre au Parti libéral de Wallonie qu'il quitte en 1974. En 1985, il fonde le Front national et en est le président.

aux élections européennes

Italie

Le grand vainqueur des élections européennes en Italie est Silvio Berlusconi qui se paye le luxe d'accroître son résultat des législatives en gagnant plus de trois millions de voix et neuf points (30,6% aux européennes contre 21% aux législatives), amenant 27 députés au Parlement européen. Berlusconi a gagné des voix sur les partis de la droite et du centre, voire même peut-être sur la gauche. La Ligue du Nord a perdu plus de 2% des voix (6,6% contre 8,3%) et plus d'un million de voix et n'a obtenu que six députés. Même dans ses fiefs de l'Italie du nord-ouest (14,8% des voix) et du nord-est (14%), la Lega nord recule de cinq points au profit de Forza Italia. Néanmoins, les partisans de Bossi progressent par rapport aux européennes de 1989 et triplent le nombre de leurs députés (1,8% et deux députés qui ont siégé dans le groupe Arc-en-ciel pendant quatre ans avec d'autres régionalistes). L'Alliance nationale-Mouvement social italien de Gianfranco Fini observe un certain tassement en perdant plus d'un million de voix et un point (12,5% aux européennes contre 13,4% aux législatives). C'est dans l'Italie du Sud (19% des voix), et dans l'Italie centrale (17%) que l'Alliance nationale a obtenu ses meilleurs scores ; dans les îles, le score (15%) est légèrement supérieur à la moyenne nationale, alors que dans l'Italie du nord-est et du nord-ouest le score est respectivement de 8,2% et 6,9%. L'Alliance nationale envoie onze députés, soit près de trois fois plus qu'en 1989 (quatre députés). Parmi les députés de l'Alliance nationale, on trouve le secrétaire général du MSI Gianfranco Fini, Cristina Muscardini, Gastone Parigi, Umberto Giuseppe Rauti (ancien secrétaire général du MSI, grand rival de Fini, tenant de la ligne dure et très populaire chez les jeunes du Front de la jeunesse), Roberta Angelilli, Salvatore Tatarella, Michele Tizza. ■

Royaume

Les élections européennes se déroulent au Royaume-Uni selon le système du premier arrivé en tête gagne le siège, dans les 87 circonscriptions électorales. Se sont présentés un certain nombre de candidats, mais aussi de la droite extrême ou de groupes locaux xénophobes et anti-européens comme le UK Independence Party. Près de 250 000 personnes ont voté pour ces partis, ce qui est inquiétant, sachant qu'ils ne se sont pas présentés partout. Dans certains cas (Ichen, région de Bristol à l'ouest, l'ouest du Kent, l'ouest de l'Essex) ils ont recueilli plus de

5% des voix, mais plus généralement entre 4% et 5%. Le National Front a présenté des candidats sous sa propre étiquette (obtenant 0,8% à 2,6%) et a appelé à voter pour deux candidats sous l'étiquette «Restauration de la peine capitale», dont un ancien candidat NF, gardien de prison (1,1%). Par ailleurs, on trouve d'autres groupements comme le New Britain Party (entre 1,9% et 3,1% selon les circonscriptions). Le parti qui a présenté le plus de candidats (23) est le UK Independence Party qui, en obtenant une moyenne de 3% à 4%, a parfois entraîné la défaite de candidats conservateurs. On trouve souvent dans

les groupes locaux du UKIP d'anciens activistes du NF ou des extrémistes du Parti conservateur. Ce parti constitue la principale opposition à droite du Parti conservateur, si on met à part le BNP d'orientation néo-nazie. Les désillusions qui naissent à droite, du fait de la politique de John Major, font qu'il y a aujourd'hui un grand potentiel pour un parti de droite radical non nazi, à côté du Parti conservateur. ■

(avec les informations et analyses transmises par Searchlight)



NON À L'EUROPE DES FASCISTES ET DES RACISTES !



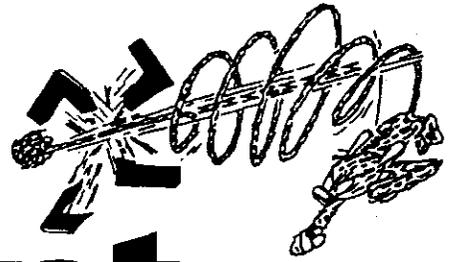
Danemark

Le Parti du progrès, un parti populiste d'extrême droite et anti-Maastricht, a perdu près de la moitié de son influence dans le pays (2,9% des voix contre 5,3% en 1989) : il était concurrencé à ces élections par deux mouvements «attrape tout» et anti-Maastricht, le Mouvement anti-Union européenne et le Mouvement de juin qui ont récolté plus du quart des voix. ■

Grèce

C'est une scission du parti conservateur Nouvelle Démocratie, Pola, le Printemps politique d'Antonis Samaras qui recueille plus de 8% des voix et trois sièges de députés européens. Il a principalement joué la carte du nationalisme grec contre les Macédoniens et les Albanais. L'éclatement de la Yougoslavie a fait naître la république de Macédoine, provoquant ainsi la colère des nationalistes grecs. La Macédoine est divisée en trois parties : Grèce, Macédoine et Bulgarie. On ne peut pas qualifier le parti Printemps politique de parti fasciste, le parti d'extrême droite labellisé étant l'EPEN, qui n'a d'ailleurs plus de représentant à Strasbourg depuis 1989. Printemps politique se veut un parti de droite nationale et moderniste.

Les fils de Rudolf baissent



Les Republikaner ne seront plus représentés au Parlement européen !

En Allemagne, 26 partis politiques ont participé aux élections européennes. À l'extrême droite étaient représentés, aux côtés des REPs, le récent Bund freier Bürger¹ (BfB), le Nationaldemokratische Partei Deutschlands² (NPD) ainsi qu'un grand nombre de groupuscules du milieu militant des protecteurs de la vie, qui ne sont pas à prendre très au sérieux. D'autres groupes d'extrême droite, Union d'une grande Allemagne/Communauté d'électeurs d'Allemagne orientale, centrale et occidentale/le nouveau Centre allemand, n'ont pas eu le droit de se présenter.

Le parti néo-nazi Freiheit Deutsche Arbeiterpartei³ (FAP), contre lequel une demande d'interdiction générale a été faite, n'a pas réussi à rassembler les 4 000 signatures de soutien nécessaires. D'après les informations émanant du FAP, ce parti aurait réussi à réunir en tout et pour tout environ 3 600 signatures. En 1989, le FAP s'est présenté aux élections européennes, où il a obtenu 20 107 voix, soit 0,1%. La Deutsche Volkunion⁴ (DVU) et la Deutsche Liga für Volk und Heimat⁵ avaient déjà expliqué avant les élections les raisons de leur non-participation aux élections du Parlement européen.

Le NPD a obtenu aux présentes élections 0,1%, tout comme que le BfB. Les REPs n'ont obtenu que 3,9%, et ne sont donc plus représentés au Parlement européen.

En 1989, les REPs étaient entrés au Parlement de Strasbourg avec 7,1% des voix. L'un de leurs six députés était le président du parti, Franz Schönhuber. Suite à des querelles internes au sein des REPs à propos de la ligne politique du parti, les deux députés européens Johanna Grund et Harald Neubauer (qui a alors participé à la fondation de la Deutsche Liga) ont été exclus du parti en 1990, ce qui a également provoqué le départ des trois députés européens REPs restant. Après une brouille avec Jean-Marie Le Pen, qui se refusait à exclure Grund et Neubauer du groupe parlementaire, Schönhuber quitta le Groupe Technique

des Droites Européennes (GTDE), et se retrouva isolé au Parlement européen, où, mises à part quelques interventions, il brilla par son absence la plupart du temps.

Le fait que les Republikaner ne pourraient pas franchir le seuil du Parlement européen aux élections du 12 juin dernier était prévisible, et ce pour trois raisons. La première est l'importante campagne d'isolement menée par les partis établis, et particulièrement par la CDU/CSU, campagne appuyée par les médias qui ignoreront largement les REPs. La seconde, ce sont les querelles internes et les scandales qui affaiblissent les Republikaner, et qui les rendent inopérants en tant que branche parlementaire de la scène d'extrême droite. Enfin, la troisième raison est leur incapacité à se distinguer par une position claire sur l'Europe.

Le BfB, qui a essayé de suivre l'exemple de Philippe de Villiers et de la liste L'autre Europe, est encore trop insignifiant. Manfred Brunner, le dirigeant de ce parti,

Le Bund freier Bürger de Manfred Brunner

le De Villiers allemand

18

Le Bund freier Bürger a été créé le 23 janvier 1994 par Manfred Brunner, un ancien membre du FDP ; c'est un anti-Maastricht célèbre, depuis la plainte qu'il a déposée contre le traité de Maastricht, plainte qui lui a valu d'être démissionné du cabinet du commissaire de l'Union européenne Bangemann par le chancelier Helmut Kohl. Après avoir quitté les libéraux, Brunner a très vite compris qu'entre les nationaux-conservateurs (CSU, aile droite de la CDU) et les partis d'extrême droite reconnus comme tels (Republikaner, DVU), il y avait un espace vide à combler, en suivant l'exemple de Jörg Haider en Autriche avec le FPÖ.

Seulement Brunner ne s'est pas imposé dans un parti déjà existant, il a fondé le sien, le BfB, qui intéresse vivement les journaux de la Nouvelle Droite allemande comme *Criticon* et *Junge Freiheit*, ainsi que leurs lecteurs, car ils voient en lui le «cinquième parti». C'est ainsi que l'on retrouve au bureau national du BfB bon nombre de personnalités de la Nouvelle Droite allemande (Bruno Bandulet qui écrit dans *Criticon*, Gunmar Sohn qui écrit dans *Mut* et *Criticon*, Regina Freifrau von Schrenck-Notzing, épouse de Caspar [éditeur de

Criticon) qui s'occupe des annonces dans *Criticon*).

En plus de ces contacts (Nouvelle Droite allemande et Haider, le leader du FPÖ), qui consti-

tuent déjà une preuve de l'orientation d'extrême droite de ce parti, il faut tenir compte de son orientation populiste, héritée à n'en pas douter du FPÖ : Brunner cherche à apporter à son parti un «complément émotionnel» (sic !) qui ferait contrepoids aux argumentations rationnelles des intellectuels composant en majorité son parti.

Pour finir, citons une phrase de Brunner, à qui on demandait ce qu'il pensait des gens qui lui reprochaient de frayer avec l'extrême droite en la personne de Haider :

Je n'ai pas peur du contact avec Haider, et ce n'est pas un cartel de gauche qui édicte les tabous qui va me dire avec qui j'ai le droit de parler.

Pour nous, il ne s'agit en aucun cas de tabous, mais de vigilance : nous n'accepterons jamais la banalisation de l'idéologie d'extrême droite, qu'elle avance à visage découvert ou bien masquée.

1 Les quatre grands partis établis allemands sont la CDU (et la CSU bavaroise), le SPD, le FDP et les Verts.

2 *Die Welt*, 22/04/1994

s'est réuni le 22 avril dernier à Paris avec Philippe de Villiers et William Goldsmith en vue d'une alliance des «Européens confédéralistes» ; il s'est également associé à Jörg Haider, le leader du parti d'extrême droite autrichien, le FPÖ, pour une tournée électorale en Allemagne, tournée qui, dans de nombreuses villes, a été ponctuée de contre-manifestations.

En réalité, les élections européennes en Allemagne servaient de test pour les élections du Bundestag qui se dérouleront en octobre prochain. La CDU/CSU, le parti du gouvernement, a réussi, par le biais de ces élections européennes qu'elle a très nettement remportées, à se poser comme la seule force politique compétente du camp de la droite conservatrice. D'autre part, ce parti ne devait connaître qu'une légère baisse aux élections municipales qui se sont tenues dans sept Länder différents.

Après le soi-disant débat sur le droit d'asile en 1992 et 1993, et le changement constitutionnel entré en vigueur le premier juillet 1993, les Republikaner ont perdu, au profit des partis établis, leur double rôle de précurseur pour une politique nationaliste et raciste et de bouc émissaire. Des journalistes reconnus ont montré et prouvé de façon irréfutable, que le programme de la CDU/CSU (tout comme une partie des propositions du SPD) et celui des Republikaner ne différaient pas sur l'essentiel. Pendant le débat sur le droit d'asile, les REPs ont servi à faire rentrer dans ce débat des propos xénophobes, propos que les partis établis ont pu, sous une forme atténuée, mettre au premier plan, afin de transformer en lois les propositions des Republikaner. Le slogan des REPs «étrangers dehors» se traduit chez la CDU/CSU et le SPD par un compromis sur le droit d'asile,

Non à la criminalisation des antifascistes en Allemagne !

Le 4 avril 1992, divers néo-nazis allemands se réunissent dans un restaurant de Neukölln, un quartier de Berlin, suscitant l'opposition de la population du quartier. A la suite d'un affrontement Gerhard Kaindl cadre de la Deutsche Liga für Volk und Heimat, est tué d'un coup de couteau. L'enquête de la police se dirige tout de suite dans les milieux turcs et kurdes, tout en déclarant que les coupables étaient masqués et parlaient allemands. A la suite d'une enquête de plusieurs semaines la police met en cause huit militants antifascistes. Mais le parquet refuse de délivrer les mandats d'arrêt, jugeant les dossiers peu consistant. Ce n'est qu'après les aveux de deux militants extorqué dans des conditions plus que douteuses que cinq militants sont arrêtés le 15 novembre 1993. Gardés à l'isolement pendant des mois, ils ne seront inculpés que le 15 avril 1994. En France s'est mis en place une coordination de soutien à ces militants antifascistes, SRA Solida-

rité Résistance Antifa qui rassemblent la CNT-Fédération d'Action Universitaire, Ras l' Front, l'Organisation Communiste Libertaire (Paris) et le Scalp-Réflex.

Nous avons organisé un rassemblement de protestation le 20 mai devant l'ambassade d'Allemagne, le 21 mai plus de 4 000 militants antifascistes ont défilé à Berlin en soutien aux militants emprisonnés.

Nous avons invité du 13 au 18 juin 1994 des militants antifascistes allemands et tures en France. Divers meetings sont prévus à Grenoble, Lyon, Bourges, Paris et Lille.

Pour tout contact, et solidarité financière :
SRA, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris. (Chèque à l'ordre de Réflex, mention SRA au dos)

Pour tout renseignement supplémentaire, vous pouvez contacter directement le comité allemand :
Öffentlichkeitsbüro zur Unterstützung der verfolgten AntifaschistInnen
c/o Kreuzbüro, Großbeerenstr. 89 10963 Berlin
Fax/Tel : 030 / 251 05 91

rien faire contre la montée des idées d'extrême droite dans le parti, bien que cela ne soit pas nouveau, mais plutôt fait exprès.

Alors qu'au cours de ce soi-disant débat sur le droit d'asile, l'opinion publique et les médias prêtèrent une grande attention aux propositions des Republikaner, ces derniers furent en grande partie ignorés pendant la campagne pour les européennes. Ils ne furent invités à aucune table ronde, et il n'y eut aucune trace d'eux dans les journaux. Ils ne pouvaient compter que sur leurs propres affiches et manifestations pour faire leur publicité, et le plus souvent, ils étaient même dans l'impossibilité de le faire, faute de personnel. On a pu remarquer pendant cette campagne des départs au sein des REPs, et ce au plus haut niveau. Ainsi, la secrétaire fédérale Martina Rosenberger a quitté le parti, reprochant à la direction de ne

rien faire contre la montée des idées d'extrême droite dans le parti, bien que cela ne soit pas nouveau, mais plutôt fait exprès. Franz Schönhuber lui-même s'est lui-même fait remarqué lorsqu'il a tenu des propos antisémites à l'égard du président du Conseil central des Juifs allemands, Ignatz Bubis, qu'il désigna, après l'incendie criminel d'une synagogue à Lübeck en avril, comme le «pire des provocateurs allemands».

Fin avril, le siège des Republikaner à Munich ainsi que deux appartements de membres des REPs en Rhénanie ont été perquisitionnés, suite à une enquête du ministère public concernant un incendie criminel près de Cologne en octobre 1991. On sait depuis longtemps que les Republikaner entretiennent de bons contacts avec les néo-nazis, bien qu'ils s'en soient toujours défendus. Ce qui est nouveau, c'est

que la justice, mais aussi les médias s'y intéres-

sent : cela rentre en effet dans le cadre de la campagne menée contre les Republikaner. Récemment, on a même reparlé de les interdire. Au sein des autres partis, et en particulier de la CDU/CSU, on se réjouit beaucoup de la défaite des REPs. On tente ainsi de renforcer l'isolement des REPs en vue des prochaines élections du Bundestag.

Autant il est légitime de dénoncer et de combattre les Republikaner comme un parti d'extrême droite, autant négliger le virage à droite de la CDU/CSU et du SPD constitue une grave erreur. Ce mépris public des REPs ou sa dénonciation ne doivent pas nous faire oublier ce virage à droite. Ignorer revient à refouler et embellir. Quand bien même les Republikaner ne siègent pas au Parlement européen, l'atmosphère générale aussi bien au sein de la société que dans les milieux politiques n'en est pas moins imprégnée par l'idéologie nationaliste et raciste. Les attaques et les agressions à l'égard des immigré(e)s vont grandissantes. Les néo-nazis continuent à construire le réseau de leurs organisations. ■

- 1 Union des Citoyens libres
- 2 Parti national démocrate allemand
- 3 Parti libéral allemand des Ouvriers
- 4 Union du Peuple allemand
- 5 La ligue allemande pour le Peuple et la Patrie



Interview de Nero e Non Solo

groupe antiraciste italien

Dans le cadre de sa campagne Europe, REFLEX a invité une camarade du groupe antiraciste Nero e Non Solo à intervenir lors d'une série de meetings en France, durant lesquels il était question de l'élection italienne qui a vu l'installation du premier gouvernement d'extrême droite depuis cinquante ans. La tournée fut un succès et nous avons saisi l'occasion d'interviewer notre intervenante.

Reflex : Peux-tu commencer par nous parler de votre groupe et du travail que vous faites en Italie ?

Nero : Je fais partie d'un groupe basé à Bologne, qui a maintenant pris ses distances avec les organes nationaux et qui fonctionne de façon indépendante. Nous travaillons principalement avec les partis politiques, en particulier le PDS (anciens communistes) et le conseil municipal. À Bologne, nous n'avons pas de gros problèmes en terme d'attaques racistes ou de nazi skins, parce que la ville est relativement aisée et le conseil fournit des habitations décentes et des services d'aide aux immigrés. Ce que nous faisons principalement maintenant, c'est de la recherche sur la situation globale de l'Italie. Nous concentrons essentiellement nos recherches sur les vingt-cinq dernières années parce qu'elles ont été négligées pendant longtemps, alors que si on regarde bien, on peut voir qu'il existe des relations importantes avec ce qui se passe aujourd'hui.

Alors vous faites de la recherche sur les groupes d'extrême droite qui étaient actifs pendant cette période ?

La particularité de l'Italie, c'est que ces mouvements d'extrême droite ont été utilisés par l'État et les institutions. Cela a été prouvé dans des procès et des enquêtes, même des enquêtes parlementaires. Ainsi, bien qu'étant apparemment anti-système, ils suivaient la philosophie de Julius Evola, qu'on peut en fait résumer ainsi «Bien que nous n'aimions pas l'État, c'est mieux que ce qui pourrait être à sa place». Tous les groupes d'extrême droite ont été en relation avec les institutions, et en particulier avec les services secrets italien et américain, afin d'empêcher le PCI d'arriver au gouvernement. C'est ce qui s'est passé dans les années 1970, avec la stratégie de la tension et plus récemment, l'affaire Gladio et l'affaire P2.

Quand on regarde ce qui se passe aujourd'hui, il y a des choses qui

ne sont pas de simples coïncidences, comme l'histoire de Berlusconi par exemple. Ce n'était pas quelqu'un d'important avant dans l'industrie italienne : en 1978, il construisait des maisons mais sans posséder un quelconque pouvoir. Peu après, il rejoignit la Loge P2 et débuta la construction de son empire. Il n'a pas pu construire tout cela sans aide extérieure, c'est impossible. Bien sûr, il avait un soutien politique, ainsi son amitié avec Craxi, qui lui a valu d'éviter un certain nombre de lois, notamment parce que le gouvernement n'a pas légiféré sur les médias ou la TV pendant plus de quinze ans, il a donc pu agir impunément. Mais quelqu'un devait forcément renflouer son capital. Dans le programme de P2, le Plan de Renouvellement national qui date de 1976, il est clairement établi que c'est dans le domaine des médias que les efforts doivent être fournis, afin d'abolir la TV publique, d'acheter les magazines, journaux et TV privées. Berlusconi a débuté son empire médiatique en 1979, et 35 à 40%

qué dans les années 1970, mais il était certainement opérationnel pour leurs plans. Je pense qu'il a été utilisé et qu'il s'est servi de cette position. Ils avaient besoin de quelqu'un qui pouvait créer un empire médiatique et essayer de construire une nouvelle conscience culturelle dans le peuple italien. Mais lui aussi a profité de ces relations : avantages financiers, contacts, etc. pour construire son empire, et maintenant, P2 récupère son «investissement».

Alors dirais-tu que Forza Italia est aujourd'hui le plus important parti d'extrême droite en Italie ?

Oui, mais le fait est que Forza Italia n'est pas un parti. La Ligue du Nord et l'Alliance nationale, en dehors de leur idéologie, ont au moins une structure «démocratique». Ils tiennent des congrès, élisent leurs membres, élisent la structure des dirigeants. Forza Italia n'est pas un parti, ce n'est qu'une personne et une corporation, Fininvest, qui est la compagnie privée de Berlusconi. On ne peut pas devenir membre, et personne n'a élu Berlusconi comme dirigeant de Forza Italia. Le dirigeant est arrivé en premier.

Il a créé un mouvement...

... qui n'est pas un parti. En dehors de l'idéologie, c'est juste un homme, qui possédait une compagnie et beaucoup d'argent, qui a décidé qu'il les utiliserait à des fins politiques.

Nous ne pouvons pas prévoir ce que l'Alliance nationale fera et c'est ce qui nous inquiète le plus.

des gens qui rejoignent Forza Italia aujourd'hui ont été membres de la Loge P2. Le plus étonnant est qu'après l'enquête parlementaire qui avait déclaré la Loge P2 illégale et subversive, la Haute Cour de Rome déclarait, une semaine seulement après les élections, que la Loge P2 n'était pas subversive, n'étant qu'une loge maçonnique ésotérique, alors qu'il existe tant de preuves sur les intentions subversives de P2.

Diriez-vous que Berlusconi, étant une figure-clé et un membre de P2, est un descendant direct des événements des années 1970 ? Le lien historique est clair...

Il n'était pas directement impli-

Quant aux deux autres grands partis, la Ligue du Nord et le MSI, comment s'insèrent-ils dans la situation présente ?

Quelques membres de la Ligue du Nord, comme Rochetta, ont eu des contacts avec l'extrême droite dans le début des années 1970 et 1980. Des gens comme Bossi, la base dirigeante du parti, ne sont pas fascistes et n'ont pas de rapport avec les Services secrets ou des complots. Socialement et culturellement, la Ligue du Nord s'est développée sur un sentiment très répandu d'opposition nord/sud et l'a transformé en un problème politique. En fait maintenant, pour des raisons politiques, ils ont perdu des voix

et du pouvoir, et ils continueront probablement à décroître dans les sondages à la prochaine élection. La Ligue du Nord est relativement différente des deux autres qui n'ont fait alliance avec elle que parce que c'était utile en matière politique. Ils peuvent s'attendre à avoir de moins en moins de poids dans la coalition, et c'est relativement inquiétant parce que jusqu'à maintenant, ils étaient les seuls à imposer une certaine retenue. S'ils avaient eu plus de pouvoir dans la coalition, en terme de « démocratie », ce serait mieux pour l'Italie, en dehors du fait que leur programme soit de la merde.

L'Alliance nationale n'est pas seulement le MSI, elle regroupe tous les nostalgiques de l'ancien régime. C'est compliqué, le MSI n'avait concrètement aucun pouvoir pendant les 45 dernières années dans la vie politique. Mais c'est le parti d'extrême droite le plus stable d'Europe, le seul qui existe depuis 1946 et qui a toujours fait 4 à 5% des voix avec des pointes à 10% durant les années 1970. Il a aussi de bons contacts avec des mouvements radicaux d'extrême droite comme Ordine Nuovo (Ordre nouveau) et Avanguardia Nazionale, Gladio et la P2.

Il n'est pas difficile de démontrer que le MSI est un parti fasciste : beaucoup des élus aux législatives se sont en fait battus pour la République de Salo pendant la Seconde Guerre mondiale, et beaucoup étaient membres d'Ordine Nuovo et ne le nient même pas. Par exemple, Mirko Tremaglia, pressenti pour le poste de président de la commission parlementaire aux affaires étrangères, s'est battu pour la République de Salo et il en est fier ; il a dit à la télé qu'il avait des valeurs et que peu importe de quel côté on est, du moment qu'on se bat pour ses valeurs. Ce genre de sorties, c'est toutes les conneries sur la réconciliation nationale très en vogue en ce moment.

Fini essaie désespérément de donner à son parti un look différent, mais c'est un vrai fasciste. Giorgio Almirante, fasciste pur dans l'idéologie, était son mentor politique. Mais Fini est réellement ambitieux et se montre très pragmatique : il tente de modérer ses positions et celles du parti. Il y a en ce moment une scission qui s'opère dans le MSI et l'Alliance nationale : il va y avoir un congrès et la fraction du MSI dirigée par Pino Rauti et Buon-

tempo risque de s'allier avec les mouvements les plus subversifs (jeunesse fasciste, nazi skins surtout à Rome) pour peser face à Fini, lui laisser entendre « Ne va pas trop loin, sinon nous partirons ». Toute prévision est hasardeuse parce que dans une certaine mesure, leur présence au gouvernement pourrait les empêcher d'aller trop loin. D'un autre côté, il y a ceux dans le MSI qui ne veulent pas abandonner leurs idées anti-système et qui ne supportent pas l'idée d'être alliés avec un capitaliste comme Berlusconi. Parce que le fascisme n'a rien à voir avec le capitalisme. Leur problème, c'est que la coalition n'est pas du tout homogène.

pouvait être premier ministre et qu'il devait garantir la démocratie. Au même moment, Fini était toujours d'accord avec tout ce que Berlusconi disait, il n'a mis aucune condition à son entrée au gouvernement et à part le ministère de la Culture, il n'a eu aucun ministère important. Il fait tout ce que veut Berlusconi parce qu'il a besoin d'être légitimé. Jusqu'à il y a moins d'un an, l'idée du MSI au gouvernement était impensable pour tout le monde, même à droite. Peut-être que Fini veut réellement transformer son parti, je le pense, mais je ne suis pas sûre que le reste du parti le lui permettra.

Mais il pourrait y avoir de gros

gements. Mais dans le cas contraire, les gens en auront vraiment assez, y compris leur électorat. Berlusconi ne peut pas gérer l'État comme sa propre compagnie.

Et que dire de l'ascension des femmes dans cette coalition (il y en a maintenant 47) ? Nous avons vu la montée d'Irene Pivetti et d'Alessandra Mussolini. Que se passe-t-il dans le gouvernement et pour les femmes en général en Italie ?

Il n'y a qu'une femme dans le gouvernement : Adriana Poli Bortone au ministère de l'Agriculture. La droite ne prête aucune attention aux femmes bien qu'il y ait des femmes importantes dans la coalition. L'ascension de Pivetti a été surprenante. Lorsqu'elle a été élue, son discours était très « viril », elle parlait d'elle au masculin. Les femmes dans la coalition doivent agir comme des hommes et doivent se prononcer contre l'avortement, contre les femmes célibataires et a fortiori contre les mères célibataires. Une des premières priorités de ce gouvernement est de renvoyer les femmes au foyer : c'est un projet typiquement fasciste. Avec l'aide de l'Église, ils essaient de donner des avantages aux « mères pondeuses », étant donné que l'Italie a le taux de naissances le plus bas d'Europe. Il y a aussi eu de grands retours réactionnaires contre les lois d'IVG : l'Italie a une politique d'avortement gratuit quel que soit l'âge, et on n'a besoin d'aucun consentement extérieur. Mais ils veulent modifier la loi pour qu'elle soit plus dure comme dans le reste de l'Europe, se débarrasser de l'avortement libre et gratuit et ne permettre que celui payant et privé. Ce serait évidemment une défaite majeure pour les femmes italiennes. La loi en vigueur protège les femmes, en particulier les pauvres parce que l'avortement est gratuit : ce gouvernement a donc une politique anti-féministe.

Mais ce sera dur pour ce gouvernement de faire quoi que ce soit dans ce sens car les progrès faits dans ce domaine sont trop grands. Ils ne peuvent pas faire un changement radical.

Seul le MSI pourrait impulser ces changements, mais il n'est pas suffisamment puissant tout seul et les deux autres partis ne feront rien. Mais nous ne pouvons pas prévoir ce que l'Alliance nationale fera et c'est ce qui nous inquiète le plus. ■

Il n'est pas difficile de démontrer que le MSI est un parti fasciste : beaucoup des élus aux législatives se sont en fait battus pour la République de Salo pendant la Seconde Guerre mondiale, et beaucoup étaient membres d'Ordine Nuovo et ne le nient même pas...

Cela pourrait être un bon point pour l'opposition, qui pourrait utiliser ces faiblesses : la coalition ne s'entend sur rien, les programmes des trois partis sont complètement différents. Mais il y a aussi un autre aspect problématique de cette fragmentation, c'est que les positions les plus extrêmes ont toujours la possibilité de dominer les autres.

Étant donné les ambitions de Fini, vu qu'il est membre du gouvernement, penses-tu qu'il pourrait essayer de renverser Berlusconi et prendre le pouvoir ?

Il ne peut pas faire ça maintenant et il le sait. Entre les élections et la formation du gouvernement, Bossi disait que Berlusconi ne

problèmes dans la coalition parce qu'ils ne peuvent pas remplir toutes les promesses qu'ils ont faites pendant les élections. Les intérêts vont se heurter et ils devront faire des choix. Et quand cela arrivera, il y aura une nouvelle vague de grèves, de manifestations de désordre et la droite réclamera la loi et l'ordre. À ce moment-là, la question est de savoir quelle partie de la coalition dominera les autres. Berlusconi est encore attaché au capitalisme et à ses propres intérêts, mais je ne crois pas qu'il impulsera une plate-forme politique réellement fasciste. L'économie ne va pas trop mal en ce moment, ils pourront donc probablement remplir certains enga-

SEARCHLIGHT

THE INTERNATIONAL ANTI-FASCIST MONTHLY

Si vous voulez lire tous les mois *Searchlight* en VO vous pouvez :

- vous abonner : individus (24€), organisations (32€) à envoyer par mandat international ou Eurochèque à Searchlight 37B New Cavendish Street London W1M 8JR Grande-Bretagne (Chèque à l'ordre de Searchlight).
- acheter chaque mois *Searchlight* à Publico 145, rue Amelot 75011 Paris Métro République (20frs le numéro).
- ou commander les numéros à Réflex 14 rue de Nanteuil 75015 Paris. (20frs le numéro, frais d'envoi inclus).

Les nouvelles de Grande-Bretagne sont très variées ces temps-ci. Bien que le British National Party (BNP) ait perdu son unique siège municipal d'East End à Londres, il a obtenu des voix partout où ses candidats se sont présentés, faisant en moyenne 8,4% à Londres. L'extrême droite dans son ensemble, c'est-à-dire le BNP, le National Front (NF) et quelques autres, a obtenu environ 7% des suffrages là où elle s'est présentée en Angleterre.

Dans le quartier d'East End à Londres, le BNP a recueilli plus de 10 000 voix. À Newham, le quartier avoisinant celui de Tower Hamlets où Derek Beackon a occupé un siège municipal pour le BNP après les élections partielles de septembre dernier, le parti a failli se faire élire dans une circonscription avec seulement 100 voix et dans une autre, où trois sièges étaient convoités, l'extrême droite était divisée entre les candidats du BNP et ceux du Parti conservateur qui ont soutenu une plate-forme raciste. S'il n'y avait eu qu'une seule liste, ils l'auraient facilement emporté.

Nous avons prévu que les fascistes ne parviendraient pas à l'emporter partout où ils s'étaient présentés et que Beackon lui-

Le BNP à 8% Le bon fait près de chez VOUS

Tribulations électorales
de l'extrême droite anglaise

même perdrait son siège. Cela s'est avéré exact, seulement, nous avons fait cette analyse, postulant une participation importante aux élections, ce qui était la condition *sine qua non* à la victoire sur l'extrême droite. En fait, Beackon a été crédité de près de 600 voix supplémentaires, et ce malgré d'une part une campagne massive menée contre lui et d'autre part sa brève et déplorable performance en tant que membre du conseil.

Normalement en Grande-Bretagne, la moyenne de participation aux élections municipales varie de 23 à 26%. Dans la circonscription de Beackon, la par-

ticipation a approché les 70% et, partout où le BNP s'est présenté, elle a généralement été plus forte que la moyenne nationale. Aujourd'hui, le mouvement antifasciste à l'est de Londres craint que les prochaines élections partielles ne donnent de grandes chances aux fascistes à Tower Hamlets et à Newham, à moins que la grande participation électorale de mai 1994 ne soit maintenue.

Ces élections n'ont pas été différentes de celles du passé en ce qui concerne le subterfuge nazi. Dans de nombreuses agglomérations, les nazis ont persuadé des individus de s'inscrire sur leurs

listes, parce qu'ils n'avaient pas assez d'adhérents. Une fois, le BNP a proposé comme candidat un homme qui n'était même pas au courant de sa nomination. Cela ne lui a pas plu du tout et il a retiré son nom dès qu'il s'en est rendu compte.

Durant les élections, un fasciste a été arrêté à Tower Hamlets alors qu'il était en train d'imiter les cris du singe devant des électeurs noirs, et il y a eu des incidents pendant certains dépouillements, durant lesquels des nazis et des antifascistes ont été appréhendés. Une bande de gros bras du BNP a été repoussée après qu'ils ont tenté d'attaquer la fin d'une manifestation qui protestait à l'extérieur du bureau de dépouillement de Tower Hamlets. Beackon a indisposé la police en se mettant sur les marches de l'hôtel de ville et en provoquant le foule. Un manifestant lui a jeté une canette pleine qui a manqué son but et qui a cassé le nez d'un officier de police.

À l'ouest de Londres, les antifascistes ont eu leurs fenêtres brisées la nuit précédant le vote, et la nuit du dépouillement, la police s'est déployée à cheval pour empêcher tout heurt. À Rochdale, l'un des deux fourgons remplis de nazis qui tournaient dans la ville pour provoquer des incidents venait directement d'Écosse.

John Tyndall, le dirigeant criminel du BNP, s'est présenté aux élections du Parlement aux partielles à Dagenham, à l'est de Londres (voir pp. 16-17 dans ce



SEARCHLIGHT THE INTERNATIONAL ANTI-FASCIST MONTHLY



numéro) ; les élections se sont déroulées le 9 juin, le même jour que les élections européennes en Grande-Bretagne, et auxquelles le BNP ne présentait pas de candidats. *Searchlight* a intercepté un communiqué de l'état-major du BNP destiné aux organisateurs régionaux, expédié trois jours avant que Beackon perde son siège, appelant les militants de tout le pays à se rendre aux circonscriptions électorales pour soutenir la campagne.

Dagenham, où se trouve l'une des plus grandes usines d'automobiles de Grande-Bretagne, Ford UK, est une agglomération de logements misérables construites avant et après la guerre, à l'époque où plus de 40 000 personnes travaillaient à l'usine et où vivaient quasi-exclusivement des Blancs. Aujourd'hui, la main d'œuvre a diminué de trois-quarts, et bien qu'elle soit multiraciale, le nombre d'attaques racistes a augmenté depuis que le BNP a commencé à y opérer depuis un an. Un facteur a contribué à la détérioration de la situation : le terroriste fou du BNP, Tony Wells, alias Lecomber, a élu domicile dans ce quartier et il en a fait son terrain d'opérations, après avoir été relâché de prison en novembre dernier.

Mais il y a un problème au sein du BNP : chaque nuit ils attendaient trente militants et cent le week-end, or seuls quelques membres du BNP sont venus les trois premiers week-ends de la campagne, un seul un jour et un autre jour seulement quatre.

BNP vs C18

La guerre déclarée entre le BNP et Combat 18 (C18) continue avec des attaques orchestrées par des individus suspectés d'être des militants de C18 sur des membres du BNP hors de Londres. Au moment des élections régionales en mai, C18 avait menacé d'attaquer Tony Wells et Eddy Butler (le responsable des élections nationales), qui a été balaféré par un scalpel ; ils voulaient également attaquer un groupe de candidats, leur agent et leurs militants à Beekton, à l'est de Londres. Durant cette attaque, Davidson, l'un des candidats, a perdu un œil, Tony Hart et Steve O'Connell, l'agent électoral, ont été violemment frappés. La police et Tyndall ont mis ces attaques sur le compte des maniaques de C18. Juste avant les élections, Mike Newland, le responsable de la presse nationale et probablement l'un des membres les plus raisonnables du BNP, a été attaqué en plein jour à son domicile de Londres ; il s'en est tiré avec de graves blessures. Ceci, en plus de la lettre piégée envoyée récemment à l'état-major du BNP au sud-est de Londres, montre la terreur que les nazis peuvent employer sur la scène politique britannique.

Le BNP ne sait apparemment pas comment réagir. Lors d'une même conférence de presse, Tyndall a affirmé que C18 était impliqué alors que Tony White (qui s'est fait viré de la police des

douanes) a nié l'existence-même de C18, affirmant que c'était une invention tout droit sortie de l'imagination de *Searchlight*.

Alors pourquoi l'équipe de C18 est-elle si furieuse ? Il semblerait que dans ses propres rangs, C18 ait de sérieux problèmes pour choisir lequel des deux principaux groupes terroristes loyalistes d'Ulster il va soutenir. Charlie Sargent, le meneur de rue, soutient l'Ulster Defence Association (UDA), mais beaucoup soutiennent les tueurs de l'Ulster Volunteer Force. Cependant, l'UVF semble s'opposer à vendre de la drogue pour financer ses objectifs, alors que l'UDA semble être débordée de travail pour de telles opérations. Des rumeurs venant d'Ulster laissent supposer que, alors que le conflit s'enlise cette année, l'IRA et l'UDA semblent traiter avec les mêmes fournisseurs de drogues : les profit avant la politique.

En ce qui concerne la dispute avec le BNP, elle n'est pas idéologique mais résulte du fait que Tyndall et d'autres membres du BNP s'opposent aux actes criminels de Combat 18, qui ne sont pas favorables pour recueillir des voix aux élections. Quelques membres mécontents de C18 ont affirmé que les trafiquants de drogue M. Sargent et ses amis ont menacé des femmes et des enfants.

Au même moment, quelques allégations intéressantes ont été faites sur les origines de C18. L'affirmation selon laquelle Harold Covington, le dirigeant nazi des États-Unis, a agi comme catalyseur au moment où C18 s'est créé il y a quelques années, n'a pas été contestée, mais il est aujourd'hui suggéré que c'est Tyndall lui-même et son trésorier, Derek Beackon, qui ont créé C18. Charlie Sargent devait être un prête-nom, John Cato et Paul Jeffries, alias Sid le Serpent, devaient assurer les publications et rester en contact avec le docteur William Pearse aux États-Unis et avec Colin Jordan dans le nord de l'Angleterre. Ces deux hommes publient dans *Spearhead*, le mensuel de Tyndall. L'article de Pearse insinue que les ennemis de la race blanche en Amérique devraient être parqués dans des fourgons à bestiaux, envoyés dans des mines et déversés à l'intérieur.

Ce que nous pensions, et que Tyndall ne soupçonnait pas,

c'était que la vague de crimes qu'amena Charlie Sargent et son équipe déchaînerait l'extrême droite. L'accusation de Tyndall selon laquelle la création de C18 est un complot de l'État pour l'étouffer est peut-être vraie à ce stade.

Les malheurs du BNP

Le BNP subit aussi d'autres pressions. Suite aux élections municipales, les conservateurs ont perdu le contrôle de la circonscription londonienne de Bexley, quartier de l'état-major du BNP. Cela signifie qu'au lieu de s'excuser pour ne pas avoir fermé le quartier général du BNP, le nouveau conseil s'enquiert de renseignements sur la façon de le faire. La loi sur la justice criminelle, qui doit maintenant être votée au Parlement, a aussi quelques mauvaises surprises en réserve pour le BNP : violer l'article 19 du Public Order Act sera maintenant un délit, ce qui signifie que n'importe qui essayant de vendre du matériel de propagande du BNP dans la rue sera arrêté, on lui relèvera les empreintes digitales et on le questionnera, et les locaux du BNP pourront être fouillés. On rapporte qu'un état dépressif et de panique s'est rapidement installé dans les quartiers généraux du BNP.

Il faut ajouter à cela le procès en cours de Richards Edmonds, de John Morse et de trois autres membres du parti pour une attaque raciste particulièrement violente qu'ils ont commis l'année dernière. Selon la police, de nombreux personnes qui ont vu l'attaque se tiennent prêts à témoigner contre eux. Il est peut-être encore trop tôt pour se réjouir, mais s'ils sont reconnus coupables, alors que dans le même temps la loi change et qu'il y a un revirement dans la guerre avec Combat 18, le BNP ne s'en remettra pas d'ici la fin de l'année.

De nouveaux amis...

Le BNP n'était pas le seul parti d'extrême droite à se présenter aux élections. Plus inquiétants ont peut-être été les candidats au passé fasciste ou nazi qui ont été soutenus par les conservateurs ou par le Parti conservateur. Au sud de Londres, Barry Olley, un membre du British Movement (BM) nazi, ancien activiste du

SEARCHLIGHT THE INTERNATIONAL ANTI-FASCIST MONTHLY

National Front, s'est présenté comme candidat conservateur, mais il n'a pas réussi à être élu. Un autre, se présentant en tant qu'indépendant, n'était autre que le terroriste nazi de triste notoriété Tony Malski. Son passé mouvementé inclut un engagement actif comme membre du NF dans les années 1970, et une période durant laquelle il a été organisateur local pour le BM, où il y gagna une réputation de lunatique violent qui voulait faire la guerre raciale. Même le BM paraissait être trop mou pour lui et il a créé son propre groupe, le National Socialist Action Party. C'était un tout petit groupe qui volait les armes des unités de réserve de l'armée. Les deux mentors de Malski étaient Adolf Hitler et Michael Collins, l'un des pères fondateurs de l'IRA en 1916.

Searchlight et Ray Hill, la taupe de *Searchlight* dans l'extrême droite à la fin des années 1970 et au début des années 1980, ont dénoncé Malski à la presse nationale et à la télévision comme étant le responsable de l'attentat à la bombe en 1981 au carnaval de Notting Hill, un festival annuel multiracial à l'ouest de Londres. Bien que Malski n'ait jamais été accusé du complot et des vols d'armes, une interview de lui est depuis lors suspendue au-dessus de sa tête comme une épée de Damoclès. La seule condamnation connue de Malski a été pour son assaut «héroïque» sur un membre de la Campagne pour le Désarmement Nucléaire (CND), une femme en fauteuil roulant...



La bande de Blood & Honour avec l'heureusement décédé Ian Stuart.

Malski s'est présenté comme candidat au conseil près de chez lui à St Albans, au nord de Londres, avec le soutien de plusieurs membres exécutifs de l'association conservatrice locale. *Searchlight* et le *Daily Mirror* l'ont dénoncé et les Tories ont été forcés de le désavouer, mais avec regret. Il semblerait qu'il leur ait dévoilé seulement quelques faits choisis sur son passé nazi. Malgré cela, il a recueilli un peu moins de 19% des voix mais il n'a pas été élu.

Toujours dans le domaine des échecs...

Un autre concert de Blood and Honour a échoué de façon désastreuse (pour eux) en avril. Les affiches de Blood and Honour appelaient à une invasion blanche de Brixton pour cacher

leur concert dans Camden Town... Le pub, souvent utilisé par des groupes d'extrême gauche ou irlandais, aurait dû leur permettre une couverture parfaite, mais des enquêteurs de l'Anti-Nazi League se sont arrangés pour filer un groupe de nazis jusque-là. Blood and Honour l'avait réservé en faisant passer le concert pour une réception de mariage, quelques nazis devaient venir du Canada, et le mariage devait même avoir lieu, mais entre-temps les antifascistes se sont rendus au pub et la propriétaire a exigé que les fascistes s'en aillent. Blood and Honour s'est scindé du sommet à la base une fois encore. Comme Combat 18, les litiges portent sur la vente de drogue. Le lancement projeté d'un nouveau label de disques pour des groupes nazis pourrait en souffrir,

ce qui serait la conséquence logique de toutes ces dissensions internes.

Juin est le mois où nous avons commémoré le cinquantième anniversaire du Débarquement. Mais le ministère des Affaires étrangères a fait honte au pays sur deux points. D'une part, il a donné l'ordre à un brigadier général britannique de s'occuper d'un rassemblement de titulaires des plus hautes distinctions de Hitler, la Croix des Chevaliers, en octobre dernier. *Searchlight* s'est associé à des antifascistes allemands et au journal conservateur britannique, le *Sunday Express*, pour dénoncer cet ordre odieux, qui a eu pour conséquence le dépôt d'une couronne, en hommage à ces anciens bouchers, par des officiers britanniques en uniforme. D'autre part, plus récemment, le ministère des Affaires étrangères s'est précipité pour saluer le nouveau gouvernement italien quasi-fasciste à la minute où il est arrivé au pouvoir. Il est regrettable que le Parti travailliste n'ait pas eu les tripes de montrer son opposition à Douglas Hurd, le ministre des Affaires étrangères, sur ces deux erreurs monstrueuses, si tant est que ce soit des erreurs.

Finalement, pour protester, les antifascistes britanniques vont se réunir pour une immense fête lors d'un rassemblement en plein air et lors d'un concert qui aura lieu dans le sud de Londres et qui est organisé par l'Anti-Nazi League. Plus de 50 000 personnes y sont attendues. ■

Pour mieux cerner l'extrême droite allemande et le combat antifasciste Outre-Rhin

ANTIFA INFO BLATT

- Sommaire du numéro 27 de juin 1994 :
- L'extension du NSDAP clandestin
 - Lettres piégées : les fonctionnaires allemands bloquent l'enquête
 - Renouveau intérieur, paix intérieure, sécurité intérieure
 - À propos de l'arrestation et de l'inculpation des 5 antifascistes turcs et kurdes
 - Nouvelle Droite : Ziefmann & Co.

Pour s'abonner (30 DM pour 5 numéros) ou recevoir un numéro (5 DM) :

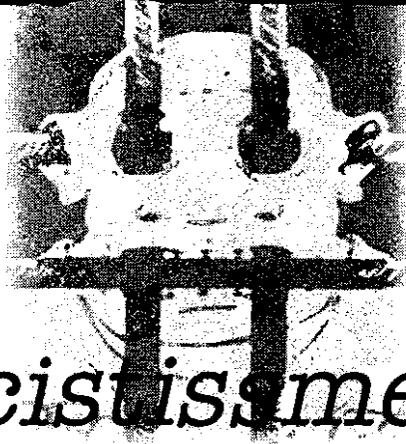
**ANTIFA-INFO C/O L. MEYER
GNEISENSTR. 2a, 10961 BERLIN**

**Antifaschistisches
INFO
BLATT**

Paolo

Persichetti

par les lois *fascistissime*



Faire aujourd'hui un compte-rendu de l'audience du 6 mai revient en quelque sorte à produire la chronique d'une forfaiture annoncée par les réquisitions du procureur général pendant les différents débats qui ont émaillé cette procédure. D'un point de vue *stricto sensu* juridique, l'avis favorable qui vient d'être donné à l'extradition de Paolo Persichetti est aberrant.

Paolo Persichetti a été arrêté sur la base d'un mandat d'arrêt international suite à une condamnation définitive à 22 ans de prison en Italie. Une partie de cette condamnation concernait les crimes d'association qui sont par définition la quintessence du crime politique, alors que la partie la plus importante concernait une complicité définie par les pièces mêmes du dossier comme très indirecte dans une action revendiquée par l'UCC, en l'occurrence l'exécution du général Licio Giorgieri. Cette condamnation définitive est par ailleurs largement entachée du fait qu'en première instance (l'Italie bénéficie d'une possibilité d'appel dans les procédures criminelles), Paolo Persichetti avait été acquitté. La raison en était fort simple. Il s'était alors trouvé des juges pour respecter la lettre et l'esprit de la loi italienne, en l'occurrence l'article 192 qui stipule qu'un témoignage d'accusation ne peut à lui seul être considéré comme preuve dans l'absence d'indices d'autre nature. Ce même article largement piétiné pendant toute la période de l'état d'urgence anti-terroriste l'a été à nouveau lors du procès d'appel qui a définitivement condamné Paolo Persichetti.

D'autres éléments propres aux lois d'exception anti-subversives viennent augmenter le doute quant à la culpabilité réelle de Paolo Persichetti dans cette affaire. Les témoignages d'accusation l'incriminant sont le fait de repentis venus marchander leur liberté au prix de celle de leur ancien camarade et ne reposent que sur des *relato refero*, des «entendus dire». La chambre d'accusation de Paris n'avait

tion, s'il est défavorable, l'exécutif (le gouvernement) est tenu de s'y soumettre. S'il est favorable, son exécution est laissée à la discrétion du gouvernement. Sur le fond, la procédure d'extradition est régie par le principe de la double incrimination : une infraction ne donnera lieu à une extradition que si la configuration de cette infraction est prévue de la même façon par l'État requérant (l'Italie) et par l'État requis (la France).

Les témoignages d'accusation l'incriminant sont le fait de repentis venus marchander leur liberté au prix de celle de leur ancien camarade

quant à elle pas à se prononcer sur la véracité des décisions italiennes, mais seulement à vérifier si en vertu des conditions d'extradition bilatérales ou internationales, on pouvait ou non extradier Paolo Persichetti. Le droit français en matière d'extradition repose sur une procédure qui se concrétise par un avis donné par la chambre d'accusa-

C'est précisément ce qui a toujours fait défaut à l'État italien pour obtenir que soient extradés ses ressortissants et ce n'est pas faute d'avoir essayé, puisqu'il a déposé plus de 60 demandes depuis une douzaine d'années.

L'État français ne possède pas dans son arsenal juridique de lois d'exception telles que l'Italie les a définies dans ses mesures d'urgence anti-terroriste. Ainsi, l'article 280 définissant les délits et crimes contre les personnalités de l'État et qui, soit dit en passant, vient tout droit du code issu du régime fasciste, puisque rédigé par Alfredo Rocco*, ne trouve pas d'équivalent dans le code français. Pas plus d'ailleurs que celui condamnant l'association subversive et la constitution de bande armée.

Le caractère évidemment politique de ce type de délit ayant toujours posé problème aux législateurs français, ils ont préféré par le passé mettre en place des juridictions spéciales comme la Cour de Sireté de l'État pour glisser peu à peu vers la substitution du caractère politique des actes et n'en reconnaître que le caractère de droite commun (cf. le nouveau code pénal).

Il a donc fallu que la chambre d'accusation fasse de périlleuses contorsions et sorte de son rôle de garant du respect des lois et conventions pour légitimer cet avis favorable, et ce bien que poussée dans ses



retranchements par M^{re} de Felice et Terrel bien au fait des législations en vigueur. N'en étant pas à une «bavure» juridique près, la chambre d'accusation a fait référence dans son argumentaire à la convention internationale de Strasbourg, dite de l'espace juridique européen, «oubliant» par là même un des fondements du Droit, à savoir la non-rétroactivité des lois (puisque les faits imputés à Paolo Persichetti ont été commis avant que la France ne ratifie cette convention).

Dans ce déni de justice se profile maintenant la possible extradition de Paolo Persichetti, âgé de 28 ans, et qui ces dernières années, étudiait les sciences politiques et l'histoire à Paris VIII Saint-Denis et qui risque de se retrouver pour 22 ans détenu dans un pays qui depuis peu est partiellement gouverné par des fascistes.

La brèche entrouverte par la chambre d'accusation laisse entrevoir la béance dans laquelle l'État italien pourrait maintenant s'engouffrer. Ainsi, les dizaines de réfugiés italiens encore sur le sol français pourraient bien eux aussi être réclamés par leur pays. Reste que pour l'heure, il appartient au gouvernement français de se prononcer sur la question. Mais il y a tout à craindre qu'en l'absence de réactions, la vie d'un homme ne pèse pas grand-chose face à la raison d'État dans l'Europe des États policiers. ■

* Rédacteur du code pénal mussolinien.



Contact

Pour soutenir Paolo Persichetti, vous pouvez lui écrire en prison ou alors contacter le comité de soutien qui s'oppose à la décision d'extradition.

Paolo Persichetti
255672E
Bloc A Cellule 333
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14

Association Paolo Persichetti
Département Sciences politiques
Paris VIII
2, rue de la Liberté
93526 Saint-Denis

Le plus sûr moyen de rester au courant de l'actualité antifasciste radicale en France :

ATTENTION, NOUVELLE ADRESSE !

s'abonner à **REFLEX^{es}**

26

ABONNEMENT

- REFLEX^{es} (6 numéros) 100 francs 150 francs (soutien)
- Diffusion 3 exemplaires 5 exemplaires
- No Pasaran ! (10 numéros) 240 francs 400 francs
- REFLEX^{es} + No Pasaran ! 50 francs 100 francs (soutien)
- (ajouter 20 francs pour l'international) 140 francs 250 francs (soutien)
- Adhésion à l'association SCALP-REFLEX 50 francs (précaire) 100 francs
- et à partir de 150 francs en soutien

Nom :	
Prénom :	
Adresse :	
Code postal :	Ville :
Pays :	Téléphone (facultatif) :

Chèque à l'ordre de REFLEX

ÉCRIRE À REFLEX
21^{ter} rue Voltaire 75011 Paris
ÉCRIVEZ-NOUS POUR DEMANDER UN CATALOGUE
DU MATÉRIEL DISPONIBLE
(AUTOCOLLANTS, T-SHIRTS, BADGES, LIVRES...)

Les modes de répression pendant le mouvement
et ses conséquences

Sécurité ?

CIPeu !



Si la violence lors du mouvement anti-CIP a fait couler beaucoup d'encre, peu de gens se sont intéressés à l'évolution du dispositif policier et des discours politiques et médiatiques à ce propos, à la manière dont fut «géré» et réprimé le mouvement et aux conséquences que cette répression a entraînées.

A lors que chaque émeute qui survient dans les quartiers après la mort d'un jeune permet, en s'appuyant sur la notion de «sentiment d'insécurité»¹, de créer de nouvelles brigades, le mouvement anti-CIP n'aurait en rien permis aux spécialistes de la sécurité et de la manipulation de tester et de mettre en pratique l'étendue des moyens qu'ils ont aujourd'hui à leur disposition, d'en inventer ou d'en institutionnaliser de nouveaux ? Bien au contraire, et la question reste de savoir quelles sont, derrière le spectre du «casseur», les pratiques politiques et policières qui ont été, une fois de plus, banalisées, institutionnalisées et légitimées.

Alors que les premières manifestations parisiennes ou provinciales furent gérées «de façon habituelle», la radicalité des discours revendicatifs et des actes des personnes prenant part au mouvement a permis au ministre de l'Intérieur, conseillé par de «superflus», de mettre en place un véritable dispositif de guerre se menant sur plusieurs niveaux, à plusieurs vitesses et à plusieurs degrés...

Dans le domaine politique, ce dispositif lui-

même, où inspecteurs des Renseignements Généraux (RG) et autres indicateurs fournissent les informations nécessaires tout en tentant de déstabiliser ou de manipuler le mouvement de protestation, ne semble pas avoir subi de profondes mutations. Manipulant toutes sortes de techniques (infiltra-

Pasqua a mis en place un véritable dispositif de guerre se menant à plusieurs niveaux, à plusieurs vitesses et à plusieurs degrés...

tions, écoutes, arrestations préventives, perquisitions...) et de plus en plus nombreux, ces services sont d'une réelle efficacité. Seule petite «nouveau», l'utilisation de photos des manifestations données par la presse aux services de police. Si ce genre de pratique fait scandale, il n'est pourtant pas si nouveau puisque déjà en 1990, la cinquième chaîne de télévision avait donné des bandes vidéos des manifestations. Le véritable scandale résidait surtout dans l'utilisation que la presse fit de ces photos dans ses colonnes. Ainsi, *France-Soir* publia les photos des casseurs avec «appel à témoin» et un

numéro de téléphone, et ce sans même provoquer la moindre protestation.

Mais le terrain politique ne se limite pas à ces mesures répressives directes puisque les gouvernants savent bien qu'aujourd'hui, il est nécessaire de manipuler l'opinion publique via les médias et les syndicats pour pouvoir espérer contrer un mouvement de contestation. Voilà pourquoi, dès le début,

ils ont créé une Brigade de Contre Information (BCI) capable de comprendre et d'analyser la «réalité politique des mouvements issus de la société civile» et de donner les éléments permettant d'apporter les réponses politiques, médiatiques, policières puis judiciaires, adaptées aux circonstances. Ainsi, le BCI centralise les différents rapports émanant des Renseignements généraux, les analyse puis donne des «pistes» aux gouvernants quant aux réponses politiques qu'ils peuvent donner au mouvement en lui-même, ainsi qu'aux médias et à la société civile. Doté ainsi d'une force à part entière capable de comprendre la réalité politique d'un mouvement, le gouvernement a su à temps quelles étaient les revendications, leurs évolutions, qui dirigeait ou impulsait la dynamique, quels étaient les dangers et les failles que le mouvement produisait. Résultat, la notion de «casseur venu des banlieues», de «bandes ethniques venues troubler la contestation des jeunes et gentils étudiants», fut mise constamment en exergue afin de diviser le mouvement et de légitimer les différentes actions de répression qui allaient suivre. Que dire de la manière dont fut réprimée la manifestation de la place de la Nation à Paris où les forces de l'ordre procédèrent à un quadrillage systématique du parcours, «manifestant» en tête de cortège et raflant finalement les jeunes en sit-in sur la place alors qu'une semaine plus tard, lors de la manifestation se terminant sur la place Denfert-Rochereau, toujours dans la capitale, les forces de

27



l'ordre semblaient «dépâsées». Simple tactique visant bien sûr à criminaliser le mouvement et à augmenter d'un degré la répression, alors que chaque personne présente lors de cette manifestation savait très bien que, à peine la manif arrivée à la hauteur de la prison de la Santé, les CRS se mirent à provoquer puis tirer des gaz lacrymogènes sur la tête de la manifestation.

Le terrain dit «de rue», qui concerne les habituels Gardes mobiles et brigades de CRS, au sein desquelles on note le retour officiel des Sections de Protection et d'Intervention (SPI) chargées, de par «leur agilité et leurs qualités sportives» de surgir des rangs pour attraper «les meneurs» ou «les casseurs», a subi quant à lui de profondes mutations. Facilement reconnaissables à leurs gants bleus dotés de surfaces adhésives, les SPI se tiennent sur les côtés et agissent ensuite par petits groupes de trois ou quatre. Renseignés et épaulés lors des assauts et des interpellations par les «civils» présents autour et à l'intérieur des cortèges, et incorporés alors au sein de Brigades Anti-Casseurs ou Anti-Criminalité (BAC) et Brigades de Répression des Actes de Violence (BRAV), ils représentent les «forces vives». Ces dernières se sont officialisées suite à la mort du jeune Makomé, abattu d'une balle dans la tête en 1993 par un inspecteur dans le commissariat du XVIII^e arrondissement et suite aux émeutes de Vaulx-en-Velin, mais elles existent dans les faits depuis bien longtemps. Chargées en dehors des jours de manifestation d'attraper «en flagrant délit»



devraient selon leurs théoriciens, permettre aux CRS de reprendre le terrain puis de le quadriller. Pour mater «l'insurrection et la délinquance urbaine», elles se doivent d'être en contact avec les services des Renseignements généraux, la Brigade des Stupéfiants, la Police judiciaire...

Mais voilà, cela ne suffisait pas pour pouvoir «endiguer» la violence des «casseurs de banlieues» et de nouvelles brigades s'imposaient. Ainsi, le commissaire Bosca, chargé des manifestations parisiennes durant le mouvement, personnage qui s'était fait connaître lors des événements survenus dans le XVIII^e arrondissement puisqu'il commandait alors les opérations de maintien de l'ordre, jugea qu'il fallait améliorer la communication entre les différentes troupes présentes. Pour cela, il formalisa une Section d'Information Rapide (SIR) dont le travail est de centraliser les informations au sein de camions mobiles et de les retransmettre aux troupes concernées dans les plus brefs délais.

Les «forces vives» de la police renseignent, interpellent, font régner la terreur...

Ils ont pour cela une autonomie quasi absolue.

les auteurs de vols à la tire, dégradations, violences ou autres faits de rue, ces brigades sont constituées principalement d'inspecteurs volontaires, choisis bien entendu, pour «leurs facultés physiques». Leur rôle durant les manifestations est multiple puisqu'ils renseignent, interpellent et tentent de faire régner la terreur parmi les manifestants. Ils ont pour cela une autonomie quasi absolue.

L'importance de ces brigades réside dans l'analyse du fait que «l'insurrection urbaine», imprévisible, mobile et se tenant la plupart du temps sur un terrain inconnu des forces de l'ordre, perturbe et ralentit considérablement l'intervention des troupes dites lourdes. Démontrant ainsi qu'elles ne sont plus adaptées aux conflits sociaux souvent plus violents dans les périodes de forte crise, l'analyse réintroduit peu à peu l'idée de «voltigeurs» cette fois-ci sans leur moto. Plus discrètes, mieux perçues par l'opinion et tout aussi efficaces, ces brigades

Philippe Massoni approuva, suite aux déboires des forces de l'ordre lors des manifestations de pêcheurs à Rennes entre autres, l'idée que le matériel des CRS nécessitait une certaine modernisation. Ainsi à Lyon, à Nantes et à Paris, les CRS purent tester les dernières Grenades Lacrymogènes Instantanées (GLI) et se rendre compte de leurs facultés asphyxiantes et paralysantes ainsi que de la puissance de leurs explosions. Capable de vous faire tomber par effet de souffle, de créer des traumatismes cardio-ventilatoires et auditifs graves, elles sont, à n'en pas douter, des plus efficaces ! Mais si les GLI sont nées suite aux manifestations des pêcheurs, les BAC et autres BRAV dans la foulée des émeutes de Vaulx-en-Velin ou du XVIII^e, qu'est-ce que le mouvement de mars dernier a, sur le terrain de la rue, engendré comme «nouveau» ? Tout d'abord, le mouvement aura été l'occasion de reparler sérieusement des tirs à balles plastiques puis de les tester comme

ce fut le cas selon certaines sources à Nantes et à Paris. Les «Flash Ball», capables de tirer des projectiles ressemblant à des balles de squash, en plus dur, seraient un bon moyen selon Charles Pasqua de «dissuader les casseurs ou d'éviter les morts»². Ce dernier oublie bien évidemment de signaler qu'avec ce type d'armement on ne comptera plus les mâchoires brisées, les dents perdues (racines arrachées), les thorax enfoncés...

D'autre part, si le terrain de rue se cantonnait encore il y a peu au trajet de la manifestation, il s'est étendu, par l'intermédiaire de la notion de «casseurs venant des banlieues», au contrôle systématique des gares et villes de banlieues. Contrôlant tout jeune portant une capuche et un sac à dos, «le portrait type du casseur» comme saura le rappeler l'un des juges de la 23^e chambre correctionnelle de Paris, ces contrôles auraient, selon *France-Soir*, permis d'interpeller «une trentaine de zoulous armés de battes de base-ball», d'expulser quelques clandestins et finalement «de ramener un peu de calme et de sécurité dans ces îlots de délinquance». Aidés par les services de sécurité de la RATP on a pu voir les Groupes d'Intervention et de Protection des Réseaux (GIPR) se tenir, en tenues civiles, aux abords des stations de métro, prêts à donner un coup de main «musclé», comme ils en ont l'habitude, pour interpellier et contrôler toute personne «louche», vite basanée. Ce fut l'occasion d'installer un dispositif exceptionnel, encore en place aujourd'hui dans certaines villes des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis, imposant un contrôle social draconien des quartiers, fixant dans l'opinion des «lieux de délinquances» précis.

Le dernier terrain de cette guerre totale se situe au niveau judiciaire et répond lui aussi à une stratégie à part entière, savamment dosée et élaborée au regard des spécificités du mouvement.

Savamment élaborée, car elle prend en compte la nécessité d'opposer une répression sans faille et sans merci qu'il faudra mettre en avant aux yeux des médias et de l'opinion publique, sans pour autant donner au camp contestataire un moyen de faire grandir la lutte. Ainsi, la répression judiciaire doit se faire de manière diffuse mais franche et entériner au niveau légal la dichotomie entre «casseur» et gentil étudiant. Les condamnations prononcées lors des tout premiers procès en sont un exemple frappant. Savamment dosée, car tout comme les arrestations lors des manifestations, prenant en compte le principe précédemment cité, la stratégie judiciaire s'est déroulée grosso modo en trois temps.

Durant le mouvement et lors des comparutions immédiates, les peines frôlèrent le jamais vu, imposant des peines allant de un ou plusieurs mois d'emprisonnement à

l'expulsion immédiate du territoire pour des faits ayant trait à la voie publique. Ça, c'était pour l'opinion. Puis pour ne pas en faire trop, la répression se fit plus diffuse, à travers la possibilité de convoquer ultérieurement et d'éparpiller les personnes concernées sur 120 jours à Paris. Alors les peines sont devenues plus clémentes, sans pour autant être plus justifiées au regard de l'aberration et de l'incohérence de nombreuses arrestations et des récits qui en sont faits : très peu de manifestants sont ressortis indemnes de ces procès. Ne pouvant désavouer les forces de l'ordre, comme le rappelle fréquemment Charles Pasqua aux magistrats, mieux vaut une peine de principe qu'une relaxe. Enfin, les cas les plus délicats ou les plus

politiques furent gérés dans l'ombre des Palais de Justice par des procédures d'instructions. Se déroulant ainsi à huis-clos, elles empêchent toute solidarité extérieure de se manifester et de se mettre en place. Pour conclure, le mouvement anti-CIP aura sans aucun doute permis de tester différentes pratiques de manipulation et d'intervention policières comme moyen de réponse politique à un mouvement de contestation sociale. Les gouvernants ne perdant aucune occasion pour améliorer, moderniser, augmenter les moyens répressifs de l'État, ce mouvement, mettant en jeu des problèmes essentiels de la société capitaliste, leur a permis d'entériner un plan d'action global, prenant en compte les spécificités et les évolutions du mouvement, tout

en officialisant de nouveaux modes de répression qui semblent indiquer ce qui nous attend demain. On parle d'ores et déjà d'organiser les parcours et cortèges de manifestations avec les organisateurs, d'aménager les temps d'occupation de la voie publique, d'encadrer entièrement les manifestations avec les CRS au dehors et policiers en civils à l'intérieur, d'installer un dispositif complet de contrôle vidéo des cortèges, d'augmenter le nombre de policiers présents... Les mouvements de contestations se devront demain d'intégrer tous ces paramètres et d'en tirer les conclusions et stratégies adéquates. ■

1 REFLEXes n°38

2 France-Soir Ouest

SÉCURITÉ

Suite de
l'article paru
dans le
REFLEX^{es} n°42

II^e Partie : et ordre social La sécurité à travers les âges

Les forces politiques, incapables de répondre aux problèmes posés par la montée du chômage et de la misère, ont déplacé le débat sur des notions non-rationnelles, faisant appel aux frustrations des gens. Depuis dix ans, la sécurité et l'immigration font les choux gras de toutes les campagnes politiques. Comment en est-on arrivé là ?

1987-1981 : La dénonciation des lois sécuritaires

Tout d'abord, deux faits significatifs de la période charnière qu'est l'année 1978 : l'adoption de la loi Sécurité et Liberté et la naissance de l'association Légitime Défense. À l'époque, de nombreux mouvements sociaux secouent la France : écologie, féminisme, luttes sociales, il reste encore beaucoup de monde dans les rues pour essayer d'arracher des conquêtes partielles face au pouvoir giscardien. Mais le capitalisme entend les mutations industrielles (cf. le cas de la sidérurgie en 1979) « indispensables » à son insertion dans la mondialisation du capital et met en route des plans de restructuration qui vont se solder par le licenciement de milliers d'ouvriers et des régions entières vouées à la disparition de leur identité, ce qui ne se fait pas sans réactions violentes. À cela s'ajoute une précarisation et un chômage grandissants. Le pouvoir réagit en faisant adopter la loi Sécurité et Liberté, qui est l'amorce du renversement idéologique opéré depuis quelques années :

Le sentiment d'insécurité n'a pas vraiment varié durant ces vingt dernières années. Ce qui a fondamentalement changé, c'est son exploitation politique et médiatique.

la répression prend le pas sur la prévention. La sanction devient l'alpha et l'oméga de la doctrine pénale et la réinsertion du criminel n'est plus la ligne directrice en ce qui concerne la « délinquance de droit commun ». Au niveau social, c'est l'adoption de la loi anti-casseur qui a pour principale fonction de criminaliser tout individu faisant partie d'une manifestation. On voit ainsi des journaux télévisés s'appesantir sur « les violences » que commettent des « éléments incontrôlés » (car en aucun cas il ne peut s'agir des gens responsables !) et on oublie totalement les raisons qui ont fait descendre dans la rue des dizaines de milliers de personnes.

En 1978 naît une association qui fut pendant de nombreuses années la référence de tous les discours sécuritaires et de toutes les forces politiques qui s'en réclament : Légitime Défense (LD).

Sa philosophie est simple : les individus ont droit à la légitime défense, mais la société, elle aussi, y a droit contre ceux qui portent atteinte « à l'ordre et à la civilisation ». L'axiome est le suivant : plus rien n'est respecté, il n'y a plus personne pour faire respecter l'ordre. C'est le laxisme du pouvoir qui engendre le climat de violence. Il n'y a plus d'État protecteur car on empêche les forces de police et de justice de fonctionner. L'article 2 de l'association stipule : « Affirmer

le droit d'autrui à la Légitime Défense de soi-même et d'autrui, et obtenir une protection efficace pour toutes les victimes de violences en exigeant une répression énergique des crimes et des délits.

Il va sans dire que ce qui n'était en 1978 qu'une opinion très minoritaire devient au fil des années, et surtout à partir de 1981, un véritable courant dominant dans la société, structurant tous les débats politiques. Mais en 1978, la gauche est dans l'opposition ; elle dénonce l'atteinte aux libertés, l'espace judiciaire européen, l'informatisation des fichiers... Certes, elle ne mobilise pas sur ces thèmes, mais elle reste sur des conceptions d'élargissement des droits et des libertés du citoyen ; elle fait de la transformation de la société la base principale pour lutter contre l'insécurité comme le démontre le projet du Parti socialiste Pour la France des années 80 : « C'est qu'en réalité, l'attaque contre les libertés est une attaque en tenailles : on ne se contente pas de rogner progressivement les garanties juridiques des citoyens (principe de la responsabilité individuelle, droit d'asile, liberté d'affichage...) parallèlement, c'est toute une stratégie de conditionnement social qui est mise en œuvre à travers le contrôle du savoir et de l'information, la manipulation idéologique, le lancement de "modes" fausement innocentes, et enfin la création dans

la population d'une psychose d'insécurité débouchant, le cas échéant, sur le développement de la violence privée (milices d'autodéfense). Le but est de pouvoir s'appuyer sur une opinion moyenne progressivement façonnée pour restreindre les libertés, en commençant par celles des marginaux (étrangers notamment) pour s'attaquer ensuite, dès lors que l'opinion y aura été "habituée", à celle de toute opposition refusant de jouer "les règles du jeu" capitaliste et par conséquent de s'inscrire dans l'espace idéologique et politique du fameux "libéralisme avancé".» (p.117 «La liberté»). Cette citation un peu longue montre bien toute la distance parcourue en dix ans, qui fait du Parti socialiste un gestionnaire loyal du capitalisme, mais l'emmène idéologiquement sur un terrain miné par l'extrême droite.

1981-1983 : les temps des renoncements

En mai 1981, la victoire de la gauche se veut aussi la victoire des libertés. La sécurité ne sera plus traitée sous l'angle répressif. Elle sera le résultat des changements avec l'amélioration des conditions de vie, d'un vaste programme social, d'un élargissement des droits du citoyen.

Très rapidement, les «impératifs» du capitalisme reprennent le dessus. À droite, les interventions se multiplient pour expliquer que la droite a perdu parce qu'elle a gouverné avec des «idées de gauche». En 1980, quand Giscard se penche sur les problèmes de sécurité, il dit : «À l'insécurité, la collectivité doit répondre par la prévention et la sanction. Qu'on ne s'y trompe pas, seule la

l'association s'inspirant d'«une Sécurité peut servir d'exemple à cette volonté de rapprocher le citoyen et le policier. Grâce à l'initiative de policiers de gauche, elle se démultiplie dans son journal de juillet 1983 : «tradite les contacts entre policiers et citoyens. Travail difficile et laborieux qui nécessite beaucoup d'argent et de moyens... Alors que nous sommes recrutés pour rassurer et protéger, les citoyens nous reprochent la police... Tout le côté activité sécuritaire, les innombrables missions, les appels aux citoyens par les policiers, toute cette vie active dans un commissariat...» [...] Dans les cités, initier les jeunes avec des formateurs de clubs sportifs à la disposition des associations par le ministère de la ville, sur des sujets : l'énergie, l'hygiène, la mécanique moto et autres sports collectifs... Apprendre aux enfants à lire et à écrire, aux mamans à conduire à la machine en organisant des ateliers formatifs, voir les dessins de certains policiers, et nous voyons bien ici le souci de s'intégrer au sein de la population.

prévention peut atteindre les racines du mal.» Cette façon d'envisager les choses va être entièrement revue, combattue. La droite va donc s'évertuer à dénoncer l'apocalypse qui guette la France avec les socialistes au pouvoir. Laxisme, faillite, égalitarisme, tout y passe.

Dans le domaine des libertés, la suppression de la loi Sécurité et Liberté met du temps à voir le jour (deux ans). De plus, elle ne se concrétise pas par un développement des droits du citoyen, mais par un renforcement du droit des policiers, notamment dans le contrôle quotidien.

Lors des émeutes des banlieues de 1982, on voit pour la première fois une conception sécuritaire prendre le devant de la scène politique et médiatique. Que la police agisse lors des incidents, interpelle, etc., tel est son rôle confié par la loi, mais qu'elle devienne un partenaire pour promouvoir des opérations anti-été chaud, cela est nouveau. Installer comme «acteur social» celui qui est aussi chargé de la répression, cela va devenir la nouvelle ligne directrice de la

pensée socialiste.

Dreux est la date symbolique quant à l'utilisation des thèmes de l'insécurité et de l'immigration comme axes centraux des discours politiques et du glissement du discours de la classe politique.

1983-1991 : les politiques sécuritaires

Dans la classe politique, la «dynamique» de l'insécurité s'est traduite par le nombre de questions à ce sujet lors des questions écrites à l'Assemblée nationale, qui sont passées de 7 en 1978 à 82 en 1982. Entre 1983 et 1991, l'évolution a été encore plus fulgurante. Avec les événements dans les banlieues, on assiste à une avalanche de débats et de questions sur ce sujet. Chaque période électorale de 1984 à 1988 est un moment propice au

déchaînement du langage : la droite et l'extrême droite se surpassent. Quant à la gauche, elle doit faire avec une «morale humaniste» qui lui interdit l'emploi de formules directes, la démonstration de ses capacités à être aussi répressive que la droite. L'idéologie du repli (peur des immigrants) et de la sécurité, modulée et présentée intelligemment, peut traverser toutes les classes sociales, unifier un corps social disloqué, articulée avec la notion «nationalité» de l'entreprise France.

La gauche reprend donc à son compte les thèmes porteurs que sont la sécurité et l'immigration, s'ingéniant à démontrer qu'elle est bien la plus performante dans ces deux domaines. La déclaration de Marchand, ministre de l'Intérieur de Mitterrand en juin 1990 : «Je serai le ministre de la fermeté et de la répression» rappelle le «L'État à ses raisons que la démocratie ignore» de Pasqua en 1986.

La police est donc devenue pour toutes les forces politiques l'outil de régulation du désordre social. Jusqu'au Parti communiste qui demande une «police nationale dotée de moyens matériels et humains pour accomplir partout ses missions et en premier lieu assurer la dissuasion de la petite et moyenne délinquance. Les flotiers sont une nécessité.»

Police : outil de régulation sociale

En terme de politique des pouvoirs publics, c'est le renforcement des moyens (financiers et humains), l'adaptation rapide aux mutations techniques (informatisation) qui caractérisent ces dernières années, ainsi que l'insertion dans des politiques plus globales en ce qui concerne la sécurité. En effet, depuis 1982, avec les commissions Bonnemaïson, la police se voit confié le rôle d'animateur social. C'est ainsi que les mêmes jeunes qui subissent tout au long de l'année des brimades de la part des policiers se trouvent encadrés par ceux-ci pendant les vacances. C'est aussi l'ilotage, dont on espère qu'il sera un outil efficace pour le contrôle des populations. Il s'agit de changer l'image du policier ; il faut faire de celui-ci une assistante sociale qui a de plus les moyens répressifs à sa disposition. Tout cela est théorisé et fait même l'objet d'un institut créé en octobre 1989. Lorsque Joxe



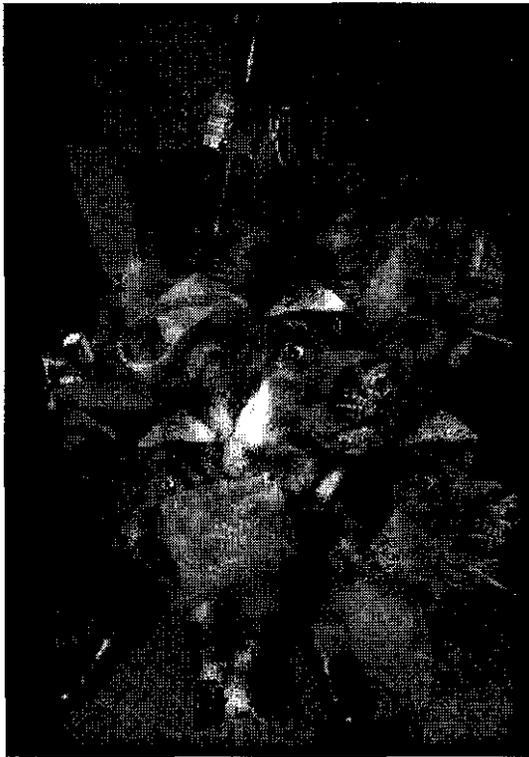
inaugure les locaux de l'Institut des Hautes Études à la Sécurité Intérieure (IHESI), cela passe pratiquement inaperçu. Le rôle de l'IHESI est de penser les problèmes de sécurité du futur et il réunit policiers, magistrats, sociologues, acteurs sociaux. Lors du premier colloque de l'Institut, Rocard lui assignait comme tâche : «La lutte pour la sécurité ne peut se limiter à l'action de la justice, de la police, de la gendarmerie, mais au contraire à tout ce qui concerne la formation, la politique d'insertion sociale, le logement et l'urbanisme et même la politique culturelle.» La notion de sécurité est ainsi globalisée à tout ce qui touche notre vie quotidienne et à tous ses acteurs. Comme le dit M. Gerbaudi de la puissante FASP (Fédération Autonome des Syndicats de Police), «imposer la sécurité intérieure comme priorité nationale au même titre que la recherche ou l'enseignement». Une idée nouvelle est la notion de «guérilla urbaine». Reprise des concepts révolutionnaires, la guérilla urbaine serait ce qui attend demain toutes les métropoles des pays développés. À cet effet, des corps spéciaux de police sont entraînés et employés pour réprimer comme lors des événements de Vaulx-en-Velin, où des hommes du RAID, cagoulés, servent d'éléments supplétifs aux CRS. On a pu voir cette image d'un fusil à infra-rouge pointé sur des manifestants.

Société policière, société totalitaire

La demande de sécurité par la société, par chaque individu est un fait avec lequel nous devons compter. Nous ne refusons pas la notion de sécurité et n'ignorons pas les problèmes qu'entraînent les violences et les agressions, même si nous les relativisons, car l'imaginaire individuel et la médiatisation à outrance de certains faits donnent l'illusion que l'on risque sa peau à chaque fois que l'on met un pied dehors ou qu'à chaque rentrée de vacances on ne va plus rien retrouver chez soi.

Ce que nous dénonçons, c'est l'idéologie sécuritaire qui sert à créer l'unité du corps social autour de notions répressives, totalitaires et de rejet d'une fraction des résidents pour le seul fait qu'ils sont étrangers ou exclus de la société de consommation. Comme le dit Renaud Dulong : «Ainsi définie par son caractère illimité, la demande de sécurisation constitue finalement un horizon mythique, un État qui serait parvenu à étendre à tous les domaines la logique par laquelle il assiste en même temps qu'il contrôle. La démesure de cette revendication tient à la figure étatique qu'elle dessine : non plus l'État autoritaire et rigoureux, mais un État sécurisant, réconfortant, maternant, un État qui parvient à maîtriser complètement l'aléatoire et à organiser l'environnement en sorte que chacun n'y éprouve plus le moindre malaise. Finalement, orphelin d'un État-

père, on en appelle à un État-mère.» Ce que nous dénonçons, c'est la classe politique qui se sert de cette notion de sécurité non pour y répondre, mais pour réaliser les



transformations économiques et sociales pour les besoins du capitalisme transnational, les gens abandonnant toute idée de revendications par rapport à leurs conditions de vie et de travail, mais s'épantant et s'atomisant dans leur univers individualisé. Pourtant, tous les partis politiques sont d'accord pour dire que l'insécurité est due au développement du chômage et des inégalités. JP Bloch et A. Santini (députés de droite) : «Le combat contre l'insécurité ne peut être dissocié du contrôle de l'urbanisme, de la sauvegarde de l'emploi, de la responsabilisation et de l'assistance apportée aux personnels des grands services publics de la sécurité et de la justice, de leur dotation en moyens modernes et performants, de l'association des autorités et des élus dans un plan d'aide à la prévention, tout cela en liaison avec le monde de l'économie sociale.» (in *Sécurité enjeu public n°1*).

Ce que nous dénonçons, c'est la raison d'État, celle qui assassine des jeunes, qui justifie tout acte policier pour éviter toute fronde de l'institution policière. C'est le rognage incessant des droits du citoyen, de ses capacités à faire valoir ses droits.

Ce qui est grave, c'est d'avoir à tel point créé le sentiment d'insécurité et la nécessité de répression que l'État en devient plus libéral que l'opinion qui est prête à voir s'installer des policiers à tous les carrefours et dans tous les immeubles, qui regarde se dérouler des opérations coups de poing sans réagir ; c'est ainsi que la «police de proximité» est de nos jours fortement privilégiée, car ce mode d'intervention suppose une décentra-

lisation et une terciérisation, afin de rapprocher le plus possible de leurs champs d'activité la police et les policiers. L'illustration technique de cette préoccupation est le développement de la pratique de l'ilotage et des rapports de la police avec d'autres institutions administratives et sociales. Comme le note Christian de Brie dans *Le Monde diplomatique* de mai 1994 : «De l'aide sociale à l'enfance (ASE), au Contrat Formation-Insertion (CFI), en passant par les Opérations Prévention Été (OPE), la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), le Centre Loisir Jeunes (CLJ), les Clubs et Équipes de Prévention (CEP), et l'Atelier Pédagogique Personnalisé (APP), le jeune adolescent aura été bien encadré. Il connaît tout le monde, les CRS, les agents de police et les gendarmes, les agents de la sécurité de la RATP, les vigiles des grandes surfaces, les gardiens d'immeuble, les éducateurs, le juge pour enfant, les animateurs socio-culturels, etc.» L'ilotage est une réponse politique à un sentiment d'insécurité très fort, manifestation de la déstructuration du tissu social et économique, et constitue le mode d'intervention de la police dans le domaine social. De Quilès à Marchand, de Joxe à Pasqua, les méthodes de gestion de la misère ne diffèrent pas. Il n'y a plus aujourd'hui d'opposition entre droite et gauche sur ce sujet.

Seule diffère peut-être la gestion médiatique de la répression et du soutien aux forces policières. Pasqua n'a jamais eu besoin de peaufiner son image d'homme fort et réactionnaire. Très aimé des policiers, il a toujours été au devant de leurs demandes et de la justification de leurs interventions ; nous en avons eu encore une illustration lors des manifs anti-CIP, couvrant l'action des «civils».

Les affrontements qui se sont multipliés au cours de ces dix dernières années dans les banlieues après la mort de jeunes par des policiers ou des vigiles, les tensions entre habitants, les extrêmes difficultés à recréer des liens de solidarité et de convivialité, à repenser et agir ensemble contre ceux qui laissent proliférer les inégalités (dans la santé, le logement, l'éducation...) sont autant de signes peu encourageants d'une inversion des rapports de force. Si les révoltes sont légitimes, elles portent en elles le désespoir et la haine. Sur quelles forces sociales s'appuyer pour reconquérir le tissu social, créer des espaces d'autonomie et d'indépendance vis-à-vis des autorités publiques et politiques, repenser les formes de vie et de solidarité dans les quartiers pour que la sécurité ne signifie pas «répression et contrôle social» mais «liberté et bien-être» pour tous les habitants. ■

2 dossiers sur le sujet viennent d'être publiés :

- «Citoyens sous surveillance», *Le Monde Diplomatique*, mai 1994
- *Mordicus*, spécial USA

Pour la police...

DIR J E C

IMMIGRATION ZÉRO

Avec la création d'une Direction du Contrôle de l'Immigration et de la Lutte contre l'Emploi des Clandestins (DICILEC) au sein de la police nationale, une nouvelle composante s'ajoute à la politique de «immigration zéro» menée par Charles Pasqua depuis son retour au ministère de l'Intérieur.

L'utilisation de la police pour une politique anti-immigration n'est pourtant pas une nouveauté. Mais la qualité innovatrice de cette disposition en est une : c'est la première fois que ce rôle-là de la police, assurer la mise en œuvre d'une politique anti-immigration, est officialisé par la création d'une structure administrative spécialisée. En fait, elle fait partie d'une stratégie politique ouvertement populiste par laquelle on espère récupérer l'électorat de l'extrême droite.

Qu'est-ce que la DICILEC ?

La DICILEC comprendra notamment la Police des Aïrs et des Frontières, c'est-à-dire la police qui jusqu'ici assurait les aspects non-douaniers du contrôle des frontières et des aéroports. Créé en 1973, ce service a été un des instruments privilégiés pour empêcher l'accès au territoire français des

immigrés potentiels. Les «zones de transit», outils douteux servant à retenir les nouveaux arrivés sur un territoire n'appartenant officiellement pas à la France, ont été mises en place sous la responsabilité de la PAF. Mais la création de la DICILEC est plus qu'un changement de nom de la PAF. Ses missions prévues vont plus loin. Il s'agit

Pour la DICILEC, il s'agit de mener une action coordonnée contre les immigrés potentiels et les secteurs économiques jugés responsables de l'arrivée organisée de travailleurs du Tiers-Monde...

désormais de mener une action coordonnée contre les immigrés potentiels et les secteurs économiques jugés responsables de l'arrivée organisée de travailleurs originaires du tiers-monde. Ainsi, la DICILEC disposera également de compétences réservées

jusqu'ici aux Renseignements généraux et à la Police judiciaire en ce qui concerne les ateliers clandestins, phénomène surtout lié d'après les informations officielles aux immigrés d'origine asiatique. Il s'agit d'ailleurs d'une argumentation remarquable, parce que les immigrés d'origine asiatique sont en général beaucoup moins la cible de campagnes xénophobes et racistes que les autres groupes d'immigrés.

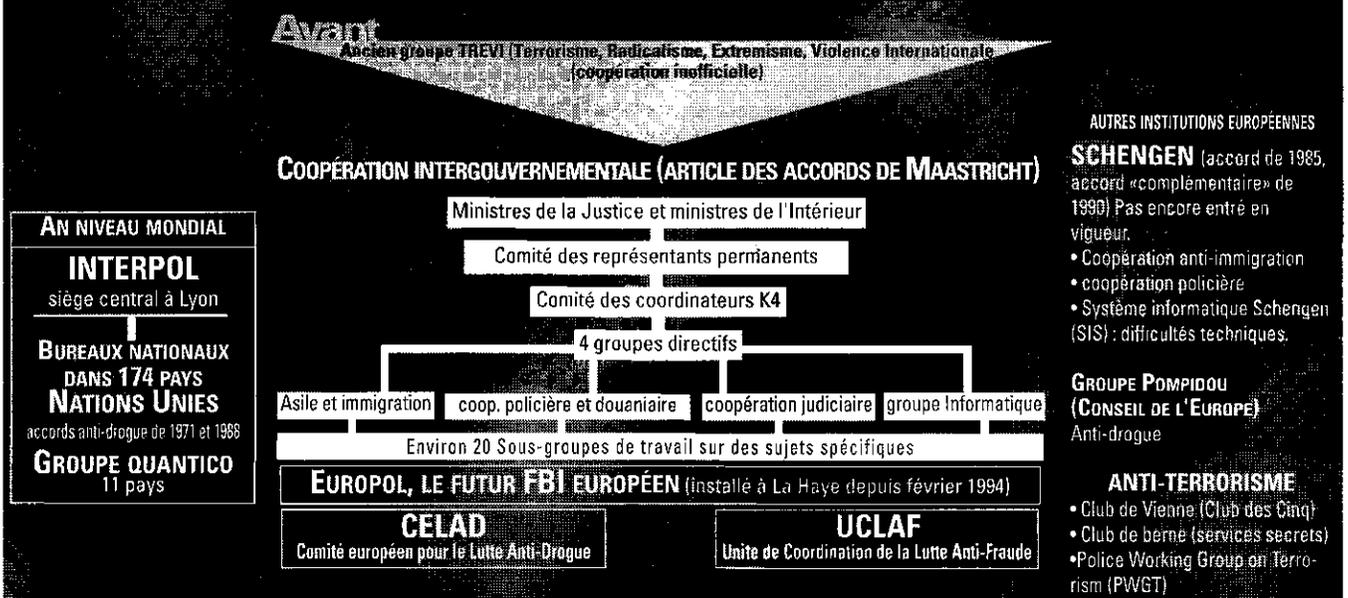
La DICILEC et les autres formes de police de l'immigration

Le rôle que joue la police française dans la

mise en œuvre d'une politique anti-immigration va pourtant plus loin ; la DICILEC n'en constitue en effet qu'un élément parmi d'autres. Ainsi, toutes les unités de police en tenue jouent notamment un rôle essentiel dans la

L'Europe des polices (structures principales)

32



mise en œuvre de la politique anti-immigration au quotidien. Un service spécialisé comme la DICILEC assure la fermeture du territoire vers l'extérieur. La recherche de «clandestins» demeurant dans le pays est assurée par la police du terrain, soit pendant les actions menées spécialement dans le but d'arrêter des «clandestins», soit lors du travail policier «normal», qui comprend des contrôles d'identité qui touchent beaucoup plus fréquemment certains groupes d'immigrés que les Français «de souche» ou d'origine européenne : une partie très importante de la mise en pratique d'une politique hostile à l'immigration se fait sur le terrain. C'est d'ailleurs lors de ces recherches effectuées plus ou moins au hasard qu'on trouve souvent un comportement raciste du côté des policiers¹.

S'y ajoutent des missions annexes de la police dans la politique anti-immigration comme notamment les arrestations, les transports, etc. dans le cadre des expulsions, des missions qui sont d'ailleurs plutôt mal vues par les policiers.

Tendances européennes et opportunisme français

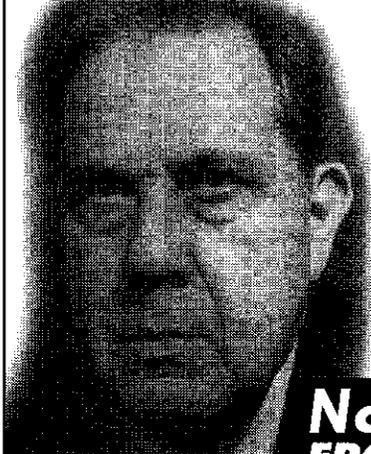
Encore sous un autre aspect, la DICILEC n'est qu'une composante parmi d'autres d'une politique qui utilise la police comme instrument pour atteindre l'objectif d'une «immigration zéro». C'est la coopération des polices en Europe qui est également devenue un élément important de cette poli-

tique.

Depuis le milieu des années 1980, le terrorisme n'est plus la première légitimation des activités internationales des polices. La lutte contre ce que les policiers définissent comme le «crime organisé» et surtout contre l'immigration sont devenues les champs d'action prioritaires de cette coopération.

Dans cette logique, un groupe de travail spécialisé a été créé dans le cadre de la coopération TREVI («Terrorisme, Radicalisme, Extrémisme, Violence Internationale»). La coopération dans le cadre du groupe Schengen, à l'origine initiée pour supprimer les frontières intérieures, est également très rapidement devenue un forum pour renforcer la lutte contre l'immigration. L'accord «complémentaire» de 1990 prévoit une harmonisation au niveau des visas d'entrée et un fichier central (Système informatique Schengen) qui comprend entre d'autres les personnes à ne pas admettre sur le territoire des pays Schengen. L'accord de Dublin qui date de la même année coupe aux réfugiés la possibilité de demander l'asile dans un

"Je ne sais pas comment il font, mais moi je m'y retrouve"



NOUVELLES FRONTIÈRES

Tout le monde s'y retrouve ?

KIGALI TOUS FRAIS PAYÉS

**ALGER
ANKARA
SARAJEVO**

**GRATOS !
GRATOS !
GRATOS !**

- Vol aller simple
- départ de Paris
- Des agences partout en Europe
- 3615 Expulsions

pays-membre de l'Union européenne s'ils l'ont déjà essayé dans un autre. Une coordination d'une politique plus répressive dans le domaine de l'immigration et du droit d'asile a été déclenchée face au «risque» d'un nombre important d'immigrés et de demandeurs d'asile, qui mettraient en danger la stabilité des systèmes économiques, et par là même, la «sécurité intérieure». Ainsi, au niveau européen, la politique anti-

immigration menée très ouvertement sous la direction de Charles Pasqua a été préparée pendant une dizaine d'années, sous la responsabilité du gouvernement socialiste. Pasqua, anti-européen par excellence pendant les débats sur les accords de Maastricht en 1992, se sert des dispositions européennes si leur contenu coïncide bien avec les objectifs de sa politique intérieure. Et il les ralentit si la souveraineté française lui semble la plus importante. Cette politique opportuniste est devenue un élément central de la politique intérieure du gouvernement RPR-UDF.

Tendances parallèles dans d'autres pays européens

Étant donné cette coordination, il n'est pas étonnant que la politique anti-immigration se ressemble de plus en plus dans les pays européens. En Allemagne, le Bundesgrenzschutz, une des polices au niveau fédéral, est chargé de surveiller la frontière est avec la Pologne et la République tchèque pour empêcher l'entrée des demandeurs d'asile.

En 1993, le droit d'asile a été quasiment supprimé par une coalition entre les partis conservateurs et sociaux-démocrates². La plupart des autres pays européens ont renforcé la législation anti-immigrés³ et les dispositions policières pour la mettre en œuvre.

Des positions isolées ne sont plus possibles : un pays qui ne s'intègre pas aux dispositions européennes doit craindre de ne pas profiter de la protection contre les «flux migratoires».

La logique économique et populiste gagne sur l'humanisme

Depuis les années 1980, bien des policiers en France souhaitent changer l'image de leur institution. D'après eux, la sécurité ne devrait plus être le produit d'un État répressif mais d'un service public comme bien d'autres. Le rôle que jouent les différentes institutions policières dans la mise en place de «l'immigration zéro» va dans l'autre sens. Il s'agit d'un retour à une police qui est un instrument du pouvoir en place. Dans le cas de l'anti-immigration, cela coïncide avec une demande populiste bien répandue dans la police. L'idée que la police d'un État démocratique devrait défendre les valeurs de la tolérance et de l'humanisme a vite été oubliée dans cette situation.

En fin de compte, c'est la logique économique et populiste qui gagne sur l'humanisme.

Hartmut ADEN

¹ Voir Fédération internationale des Droits de l'Homme, *Racisme et Police en France*, Rapport n°153, mai 1992.

² Plus en détail dans *REFLEXes* n°41, janvier 1994, pp. 25-28.

³ Voir Francis Webber, «The new Europe, immigration and asylum» in Tony Bunyan (éd) *Statewatching the new Europe*, Londres



SUR LA NOUVELLE DROITE

JIRINOVSKI LE RUSSE QUI FAIT TREMBLER LE MONDE

RACISME ET XÉNOPHOBIE EN EUROPE

INSIDE RACIST EUROPE

JIRINOVSKI

LE RUSSE QUI FAIT TREMBLER LE MONDE

de Didier Daeninckx et
Pierre Drachline
Le Cherche Midi éditeur
1994 • 80 francs

SUR LA NOUVELLE DROITE

de Pierre-André Taguieff
éd. Descartes & Cie
1994 • 425 pages
180 francs

On ne se méprenne pas sur le but du dernier ouvrage de Pierre-André Taguieff, ce n'est pas un ouvrage scientifique sur la Nouvelle Droite, c'est un livre écrit en réaction aux campagnes de presse que ce mouvement a soulevées et plus particulièrement à l'appel à la vigilance lancé dans *Le Monde* en juillet dernier. Pierre-André Taguieff ayant été attaqué pour « complaisance » vis-à-vis de la Nouvelle Droite, il nous donne dans cet ouvrage les clés pour comprendre son attitude face au mouvement et aux personnalités qui le composent, en particulier Alain de Benoist. Il expose alors rapidement son analyse du mouvement. Il insiste dans cette partie de l'ouvrage sur l'évolution idéologique de la Nouvelle Droite, notamment à travers un portrait, une présentation de l'itinéraire d'Alain de Benoist. Cet ouvrage est principalement un plaidoyer en faveur de la liberté de débattre.

Malheureusement, les sentiments de Pierre-André Taguieff en réaction aux attaques qu'il a subies imprègnent tout l'ouvrage, dans le ton qu'il emploie comme dans sa façon d'exposer son analyse de la Nouvelle Droite – ou bien c'est peut être vraiment son analyse objective. Il commence par une interview qu'il avait accordée à *Vingt-tième Siècle*, et finit par une réflexion sur la liberté d'expression. Or dans l'interview, Pierre-André Taguieff insiste particulièrement sur l'évolution de la Nouvelle Droite, sur ce que le Front national qualifie de « dérive gauchiste ». Bien sûr, il

ne dit pas qu'Alain de Benoist pense à gauche mais il en donne une amorce de démonstration : « La crédibilité d'Alain de Benoist n'échappera au soupçon que lorsqu'il [...] marquera une nette rupture avec les milieux néo-nationalistes ou "révolutionnaires-conservateurs" » puis il fait immédiatement suivre cette

Pierre-André Taguieff

Sur la Nouvelle droite

Descartes & Cie

réponse des déclarations réprobatrices d'Alain de Benoist sur le Front national... No comment. Le plus marquant reste néanmoins la fin de l'ouvrage. Pierre-André Taguieff y cite suffisamment régulièrement l'appel à la vigilance, en se plaçant dans le camp adverse, pour laisser entendre que c'est une affaire entre eux et lui. Et c'est malheureusement ce qui biaise tout son discours, car il avance par ailleurs des remarques intéressantes sur « une certaine forme d'antifascisme » (mais, cette fois-ci il ne donne pas de « recette » pour lutter contre le fascisme et l'extrême droite). Mais alors que par ailleurs dans l'ouvrage,

Pierre-André Taguieff dénonce les amalgames, les glissements de vocabulaire, alors qu'il condamne la légèreté avec laquelle des attaques ont été portées contre lui et d'autres (dont on connaît par ailleurs les travaux, l'appartenance politique...), lui-même semble succomber à ce type de « mal-adresses » : « Un certain "antifascisme" sectaire fonctionne sur ce modèle théologique. Il présente aussi bien des ressemblances avec "l'esprit fasciste" tel qu'on le fustige très justement : fermé, autoritaire, simplificateur, manichéen, violent. » On trouve ainsi dans tout le livre un mélange de l'analyse que Pierre-André Taguieff fait de la Nouvelle Droite (que l'on ne partage pas toujours) et de considérations – trop subjectives – sur la liberté de débattre et la « police de la pensée ». Si Pierre-André Taguieff était connu pour être un provocateur, on pourrait penser qu'il n'a écrit ce livre que pour qu'on en dise (et nous ne le dirons pas) qu'il commence par y défendre Alain de Benoist (qui dériverait vers la gauche), pour finir par attaquer les antifascistes (aux méthodes « douteuses »). Pierre-André Taguieff le souligne tout le long de l'ouvrage, c'est par l'analyse de leurs discours, par les idées, qu'il faut combattre la Nouvelle Droite et non pas « par des bâtons ou du vitriol ».

Pierre-André Taguieff nous aidera-t-il bientôt à constituer un « véritable outil de lutte » ? À quand donc un véritable ouvrage d'analyse sur la Nouvelle Droite ?

Le leader du Parti libéral-démocrate russe Jirinovski est souvent présenté comme un fou. Il est vrai que sa dernière prestation à Strasbourg il y a quelques mois, était plus proche de la prestation d'un clown du cirque Zavatta que de la visite officielle de leader de l'opposition de la deuxième puissance militaire du monde. Mais s'il semble que Jirinovski a parfois des absences et s'il tête peut-être un peu trop la bouteille (au point qu'une vodka Jirinovski vient d'être lancée sur le marché russe) Jirinovski n'est pas fou ! C'est du moins la conclusion à laquelle on arrive après la lecture du livre de Daeninckx et Drachline qui est en fait un commentaire du livre programme de Jirinovski *Un bond final vers le sud*. Le projet de Jirinovski, c'est la continuation du projet d'expansionnisme russe, qui verrait la Russie actuelle reconquérir les Pays baltes, les Républiques caucasiennes et celles d'Asie centrale, l'Afghanistan... La Russie conquérant un vaste ensemble eurasiatique de « Kaboul à Istanbul, des rives sud de l'Océan Indien aux rives de l'Océan arctique ». C'est à cet homme et à son parti qu'en décembre 1993, aux dernières élections à la Douma, 25% des votants ont donné leurs voix. ■

Connaitre l'extrême droite pour mieux la combattre

REFLEX 25

LE MENSUEL DE L'ANTIFASCISME RADICAL

BULLETIN D'ABONNEMENT PAGE 26



RACISME ET FASCISME
DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Brochure réalisée
par Searchlight et Reflex

Extrême droite en Europe,
pays après pays

Format A5 • 10 francs
à commander à REFLEX
21 ter rue Voltaire
75011 Paris

INSIDE RACIST EUROPE

Liz Fekete & Frances Webber
Institute of Race Relations
1994
68 pages • 4£

Cette nouvelle brochure apporte un aperçu instantané de la situation de l'immigration, des politiques racistes et de la criminalisation des non-blancs à l'intérieur des frontières de l'Europe de l'Est comme de l'Ouest. Dans l'Europe des douze, la législation récente de Maastricht et Schengen est sans ambiguïté : les frontières sont fermées aux immigrants et seuls les citoyens européens ont le droit de voyager librement et de travailler où ils veulent. Ceux qui n'ont pas le bon passeport sont l'objet de restrictions de voyage et de travail et peuvent être expulsés. L'introduction explique en quoi la nouvelle Europe de l'Ouest est une Europe raciste, non à cause d'une supériorité culturelle et raciale mise en avant mais parce que c'est « un racisme économique, car la prospérité est blanche, occidentale, européenne ». Si le racisme est lié à la prospérité, cela exclut automatiquement que ceux qui ne sont pas blancs ne sont pas prospères ». Cependant, ce concept ne s'applique pas seulement à l'Europe occidentale, mais aussi aux pays de l'Est ou scandinaves qui ne sont pas membres de l'Union européenne. En Scandinavie, la notion d'exclusion existe déjà dans les faits. À l'Est,

les pays de l'ex-bloc communiste font la queue pour rejoindre l'UE, et cherchent à atteindre les critères qui les feront admettre dans la nouvelle Europe. Alors que les frontières de l'Europe se ferment à l'extérieur, l'agrandissement prévisible de l'Europe accroît le nombre des exclus de la course à l'eldorado européen. Immigrants et pauvres ne pourront rester que s'ils acceptent de comprendre qu'ils ne sont tolérés que pour servir les riches. C'est dans ce contexte que les auteurs étudient le rôle de l'extrême droite et comment elle a rendu la question des frontières politiquement acceptable. À cause de l'extrême droite, la violence raciste n'est plus exceptionnelle mais elle est rentrée dans les mœurs, les exclus sont devenus les boucs émissaires de la crise économique. Les auteurs examinent aussi les attaques dont sont victimes les immigrants : elles ne sont pas seulement physiques, mais également verbales, en particulier dans la presse qui forme l'esprit public (cf. la criminalisation des chercheurs d'asile). Devant de tels faits, la conclusion est que les droits et la démocratie s'érodent pour tous à cause de la surveillance croissante, du contrôle et du non-droit pour certains. Cette analyse donne une vision claire de ce qui se passe aujourd'hui sur le continent et on trouve aussi une présentation pays par pays des partis politiques d'extrême droite, du racisme policier, des lois sur l'asile et l'immigration.

RACISME ET XÉNOPHOBIE EN EUROPE

Sous la direction
de Michel Wieviorka
éd. La Découverte • 1994
145 francs

On associe souvent racisme, xénophobie et poussée de l'extrême droite en France car la poussée électorale du FN s'est accompagnée de bouffées racistes et parce que le FN a mis au centre du débat politique l'immigration comme bouc émissaire de la crise. Alors qu'on assiste à une progression du racisme et de l'extrême droite en Europe, une étude comparée s'imposait. C'est le travail qu'ont entrepris Michel Wieviorka, Philippe Bataille, Kristin Couper, Danilo Martucelli et Angelina Peralva en comparant la situation au Royaume-Uni, en Belgique, en Allemagne et en Italie (la situation en France avait été analysée en 1992 par la même équipe dans *La France raciste**. S'il semble acquis qu'on assiste dans l'ensemble de ces pays à une montée du racisme et/ou à l'émergence politique de l'extrême droite, lorsqu'on étudie la situation de chaque pays, l'analyse se complexifie : violences et harcèlements racistes en Grande-Bretagne mais avec une extrême droite groupusculaire, violences et pogroms anti-immigrés en Allemagne accompagnés d'un fort activisme néo-nazi et d'un développement d'une extrême droite parlementaire, populisme et racisme affleurant en Italie mais sans violence, fort racisme et nationalisme en

Flandres mais là aussi sans violence. Pour Wieviorka, le racisme est fonction de trois ensembles de conditions qui renvoient à la société (décomposition des mouvements sociaux, passage à une société post-industrielle, désarroi des « petits Blancs »), à l'État (politique de l'immigration, politique d'insertion ou d'intégration), à la nation (identité nationale). L'étude des situations en France, en Angleterre et en Belgique amène Wieviorka à formuler l'hypothèse suivante : « Le racisme trouve des conditions favorables lorsque, simultanément, la fin d'une société industrielle dynamique et puissante se révèle brutale et spectaculaire, que l'État et les institutions apportent assurance et assistance en crise, que la conscience nationale, vigoureuse, se rétracte sur la seule face différencialiste, et que l'ensemble que forment ces trois dimensions se déstructure. » Si apparemment l'Allemagne semble contredire cette hypothèse, il semble que le modèle d'intégration en Allemagne soit en crise et la nation un enjeu passionnel. En Italie, c'est l'absence de racisme ou plutôt son impact limité qui confirmerait l'hypothèse : l'Italie est en effet le pays où le sentiment national, l'État et l'intégration de la société sont les plus faibles. Un livre passionnant à lire et à étudier même si parfois la langue n'est pas des plus aisées à comprendre.

* Éditions du Seuil, voir le compte-rendu de lecture dans REFLEXes n°37, p. 39.



**L'extrême
droite
en Europe
depuis 1945**

à commander
à REFLEX
21 ter rue Voltaire
75011 Paris



APPEL À LA RÉSISTANCE

À tous les antifascistes, de cœur et de raison
et à tous les autres pour qui il n'est plus
possible de rester terré à observer l'inexorable
ascension de la bête immonde.

Les tristes jours d'une époque révolue semblent
vouloir poindre à nouveau, nous appelant
à veiller, à résister, chaque jour.

Ranger les uniformes, balayer le capitalisme,
repeindre sans plus attendre notre horizon...

Lutter pour qu'enfin, un jour, une aube
nouvelle se lève sur le monde et s'offre à nous.

